

**Me Mountaga Tall dans l'essor du 04 septembre 2020 :**  
**"Les maliens doivent s'unir en refusant les clivages factices"**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 07 SEPTEMBRE 2020

**682**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



# Concertations nationales Un début difficile



**Transition au Mali :** Et cette obsession à vouloir refuser d'associer le M5-RFP ?



**Lutte contre le terrorisme :** La montée en puissance des Fama



**LIBÉREZ  
L'HONORABLE  
SOUMAÏLA  
CISSE !**

**ENSEMBLE NOUS POUVONS !**

<b>Une</b>	Concertations nationales : Un début difficile	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	IBK s'envole pour Abu Dhabi : La junte obtient des garanties écrites de la CEDEAO	<b>P.10</b>
	Sékou Tangara Citoyen malien sur certains politiques maliens : «Les transfuges»	<b>P.10</b>
	Meeting du M5-RFP du 21 Août 2020 : Extrait du discours de l'imam Mahmoud_Dicko	<b>P.11</b>
	Opération Barkhane : Deux militaires français tués en opération dans le nord du Mali (Elysée)	<b>P.11</b>
	Démision de IBK et son régime : La Russie va dépêcher des militaires au côté des soldats maliens en cas d'attaque de la Cédéao.	<b>P.11</b>
	Promotion de l'emploi au Mali : La S.A.K « Bara Musso » fait de son mieux	<b>P.12</b>
	Mali : La Force Conjointe du G5 Sahel démantèle un plot logistique des terroristes dans le Gourma	<b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	Pour abus de confiance et d'escroquerie : Le CBFM introduit une plainte contre Gakharou Doucouré	<b>P.14</b>
	Racine Ly: «La famille et l'Education»	<b>P.15</b>
	Enlevé depuis le 25 mars dernier : La mobilisation pour la libération de Soumaila Cissé s'internationalise	<b>P.19</b>
	Lutte contre le terrorisme : La montée en puissance des Fama	<b>P.20</b>
<b>Politique</b>	Me Mountaga Tall dans l'essor du 04 septembre 2020 : «Les maliens doivent s'unir en refusant les clivages factices»	<b>P.22</b>
	Mamou Daffé : "Le Mali entre inquiétude et espoir"	<b>P.23</b>
	Transition au Mali : Et cette obsession à vouloir refuser d'associer le M5-RFP ?	<b>P.25</b>
	Sur le plateau de l'Invité de la semaine sur ORTM1 : Soumeylou Boubeye Maiga répond aux questions de Yaya Konaté	<b>P.26</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Lutte contre l'impuissance sexuelle : Mouleikafou recommande l'utilisation de « Zoyè boulou »	<b>P.32</b>
<b>International</b>	Présidentielle ivoirienne d'octobre 2020 : Voici la liste de tous les candidats déclarés	<b>P.33</b>
	Guinée Conakry : Y-a-t-il eu un « deal secret » entre Alpha, Dalein et ... ? Ce qu'en dit Dr Oussou	<b>P.34</b>
<b>Sport</b>	Équipe de France : En Suède, elle a trouvé « le côté positif » du silence	<b>P.35</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Concertations nationales : Un début difficile

Réunir toutes les forces vives de la nation à Bamako et dans les capitales régionales pour échanger et adopter les termes de références des concertations nationales sur la transition au Mali prévue du 10 au 12 septembre 2020, tel était l'objectif d'un atelier de validation, organisé par les membres du comité national pour le salut du peuple.

**A**ttachés à leur nation, les participants ont entonné l'hymne national du Mali avant d'observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes militaires et civiles tombées sur le champ de l'honneur. Cette cérémonie a enregistré la présence de toutes les forces vives de la nation. Le même exercice s'est tenu dans les différentes capitales régionales sous la présidence des gouverneurs de région. Après la démission d'Ibrahim Boubacar Keita, les maliens se sont réunis pour le Mali et pour parler du Mali. Notre pays a la réputation d'être une terre de dialogue et de concorde. Chaque fois que le

bateau a tenté de chavirer, des maliens se sont retrouvés pour le redresser. Cette fois aussi, les maliens ont mis leur ego de côté pour s'accorder leurs violons. Cette activité d'essence pédagogique traduit la bonne volonté des nouvelles autorités et leurs partenaires du M5-RFP pour amorcer la marche vers un Mali réconcilié avec tous ces fils. Cette journée a été initiée pour assurer une large écoute de l'ensemble des forces vives de la nation dans une liberté totale d'expression. Quoi de plus réconfortant de voir les maliens se retrouver pour penser Mali, réfléchir Mali, agir Mali et n'avoir aucun agenda que celui du Mali.

Mme le maire de la commune III du district de Bamako, a saisi cette occasion pour appeler tous les maliens à l'union sacrée autour de la famille commune qu'est le Mali. Elle a insisté sur le caractère inclusif du processus qui va certainement baliser le terrain pour une bonne tenue de la concertation nationale.

Selon le vice-président du conseil national pour le salut du peuple, Malick Diaw, depuis le 18 août 2020, nous abordons une nouvelle ère de l'histoire de notre pays. Cette étape cruciale nécessite une profonde réflexion et une implication de l'ensemble des fils et filles du Mali. « **C'est pourquoi en prélude de la concertation nationale, nous avons tenu à organiser cet atelier de haut niveau à Bamako et dans les capitales régionales. Ces phases régionales répondent sans conteste à l'exigence de l'inclusivité tant souhaitée par les maliens. C'est d'ailleurs le sens que le comité national pour le salut du peuple veut imprimer désormais. Cette journée de réflexion permettra une large appropriation par les maliens des termes de référence relatif à l'organisation de cette importante concertation nationale** », a-t-il dit tout en



précisant qu'il s'agit à travers cet atelier de valider par les participants les termes de référence élaborés en vue d'assurer une compréhension commune des attentes de ce rendez-vous historique. L'agenda du comité national pour le salut du peuple est donc clair et précis. Il s'agit de contribuer à la reconstruction de notre pays à travers la garantie de la poursuite du processus démocratique. Cela passe forcément des réformes audacieuses.

**« Votre action sera déterminante dans la dynamique enclenchée par le peuple malien vers une refondation de notre nation. Le sérieux et la qualité qui caractérisent vos travaux sont les gages d'une bonne tenue de la concertation nationale. Comme vous le savez le temps presse, il faut aller vite mais sûrement. C'est dans cette démarche que le comité national pour le salut du peuple a pris l'initiative**

**d'organiser cet atelier de validation des termes de référence. Permettez-moi de vous assurer que cette étape de validation des termes de référence constitue la première phase de pose des jalons pour le devenir de notre nation. Il s'agit donc d'une phase importante qui doit prendre en compte tous les détails relatifs à la bonne tenue de la concertation nationale** », a-t-il indiqué avant de déclarer ouvert les travaux.

Après la cérémonie d'ouverture les participants ont été répartis en 5 groupes de travail. Les membres du mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques, après une vive protestation en salle contre des tentatives d'exclusion, ont finalement pris le lead de nombreux groupes après les votes pour désigner les présidents et rapporteurs. Ce qui a fait couler beaucoup de salives. Pour les membres du M5-RFP, ils doivent être dans tous les groupes pour défendre leurs idéaux du changement car la junte a parachevé leur œuvre. Mais il a plus de peur que de mal tout est finalement rentré dans l'ordre. Les membres du M5-RFP ont pris la place qui est la leur. Ils sont désormais considérés qu'il se doit. Les travaux de la première journée ont été sanctionnés par la restitution en plénière. Décidément les maliens ont fait appel à leur génie pour répondre la crise qui secoue notre pays depuis quelques années.

■ Ibrahim Sanogo



## Ismael Kouyaté

**C'est lorsque la  
bénédition est  
proche que viennent  
les épreuves les plus  
dures**

**MAIS IL FAUT TENIR  
FERME**

## Ouverture Média - OM

OM INFO : Cérémonie militaire en hommage à nos soldats tombés sur le champ de l'honneur en direct du camp Soundiata de Kati.

Nous avons maintenant la volonté politique et les moyens d'enterrer nos soldats dignement; ils sont inhumés avec tous les honneurs !  
Dormez en paix vaillants guerriers !!!  
#OM #TD



## Fahad Ag Almahmoud



"On ne peut pas continuer à clamer jusqu'au soir du 17 Août 2020 "Boua ta bla, Boua fo 2023, Boua fo saya..." et venir se présenter dans les travées du CICB comme un acteur de la rupture et du renouveau. C'est lâche, malhonnête et ça ne doit pas passer."

Sékou TANGARA  
Citoyen malien



## Awa Sylla

Il a laissé notre avion ici.  
Il a aussi laissé notre sebenikoro ici.  
Il m'a laissé aussi ici.



## Jeune Afrique

Pour la troisième fois consécutive, Cellou Dalein Diallo sera candidat à la présidentielle en Guinée. Son parti, l'UFDG, prônait pourtant jusque-là le boycott du scrutin dans le cas où Alpha Condé briguerait un troisième mandat.

**jeune  
afrique**



Ils et elles font partie de notre classement des 100 personnalités africaines incontournables de 2020. Soignants, décideurs politiques, scientifiques... La situation sanitaire a braqué les projecteurs sur ces hommes et ces femmes du continent, dont certains étaient très peu connus il y a un an.



## Sidibé Saïd Firdaws

Un jour tu vas payer loyer et facture aussi on verra si tu vas dormir comme ça dans divan. Blakroooo



## Hamady Traore

Le salaire brut d'un enseignant de la catégorie A débutant (Indice 380) = 226.000 FCFA et celui d'un fonctionnaire de la catégorie A débutant (Indice 360) = 167.000 FCFA. L'écart entre les deux = 58500 FCFA.

Par ailleurs, le salaire brut d'un enseignant de la catégorie A en fin de carrière = 505.500 FCFA et de celui d'un fonctionnaire de la catégorie A en fin de carrière = 391.500 FCFA.

S'agissant d'un enseignant de la catégorie B2 débutant, son salaire brut est de 162.500 FCFA et un fonctionnaire de la catégorie B2 débutant gagne 116.500 FCFA par mois. Écart entre les deux : 46.000 FCFA.

En fin de carrière, un enseignant de la catégorie B2 gagne par mois 347.500 FCFA par contre un fonctionnaire de la catégorie B2 en fin de carrière ne gagne que 287.300 FCFA. Écart entre les deux est de 60.200 FCFA.

Pour un enseignant de la catégorie C débutant son salaire s'élève à 138.000 FCFA. Et un fonctionnaire de la catégorie C débutant son salaire brut est de 75.000 FCFA. Écart = 63.500 FCFA.

Egalement en fin de carrière le salaire Brut d'un enseignant de la catégorie C atteint 260.500 FCFA. Pour celui, d'un fonctionnaire de la catégorie C en fin de carrière son salaire est de 208.600 FCFA.



Écart entre les deux s'élève à 51.900 FCFA.

Sur les points de désaccords sur l'ensemble des points de revendications des enseignants, notamment l'Octroi de la prime de logement.

Selon le gouvernement les enseignants demandent 100.000 FCFA à 150.000 FCFA. A en croire le gouvernement, ces taux sont supérieurs à ceux alloués au personnel de l'enseignement supérieur et aux chercheurs dont le taux mensuel est fixé à 17.000 FCFA.

Ce qui va engendrer une incidence financière annuelle de 100 milliards 375 millions FCFA.

Cependant, le gouvernement précise que la prime de documentation n'est pas prévue par l'Ordonnance numéro 44/CMLN du 11 Août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat.

Malgré cela, l'Etat a proposé une prime de documentation dont les taux sont fixés :

- Catégorie A : 60.000 FCFA
- Catégorie B2: 40.000 FCFA
- Catégorie B1: 25.000 FCFA
- Catégorie C: 15.000 FCFA

Pour une Incidence financière annuelle 2 milliards 318 millions.

Aussi, l'Octroi de la prime de logement ne figure pas dans la nomenclature des primes prévues par la réglementation.

A ne niveau également, le gouvernement rappelle que les Syndicats demandent entre 50.000 FCFA et 100.000 FCFA. Son incidence financière annuelle est estimée à 61 milliards 93 millions.

L'Etat en accordant cette prime au personnel de l'enseignement fondamental et secondaire violerait la législation notamment l'ordonnance numéro 44/CMLN du 11 Août 1975.

ALERTE INFO: Deux soldats français de Barkhane ont été tués samedi dans l'explosion d'une mine à Tessalit au Nord du Mali (Florence Parly, ministre des Armées).

ALERTE INFO: Ces deux nouveaux décès portent à 45, le nombre de militaires français morts au Mali, depuis le déploiement de la force Barkhane au Sahel en 2013.

## Kossa Maiga

"Les ennemis du Mali sont toujours les premiers à publier la mort de nos soldats, mais jamais leurs succès sur le front."



## Moussa Sey Diallo

Cette photo serait celle d'IBK en partance pour Abu Dhabi pour des soins.

De toutes les façons IBK a fait une sortie de scène en homme solitaire et vidé. Qui aurait cru cela pour un homme qui aimait bien le faste.

Pourtant le président IBK a été voté à 77% il y'a juste sept ans, dans ce même pays qui l'a regardé partir à l'aventure seul.



Où étaient tous ces courtisans chercheurs de place ? Où étaient ces chantres qui l'égayaient sans rien apporter que leur oisiveté ? Où était cette famille au dessus de tout, qu'il a aimé plus que tout ? Une leçon pour toutes ces personnes qui fourmillent encore à l'entrée du pouvoir, prêtes à s'enivrer toujours du nectar. Être chef c'est savoir dissocier le sacerdotal du privilège, et c'est mesurer surtout le poids de la responsabilité. Et là, seulement là, on comprendra qu'accéder au sommet de sa patrie est un honneur qui nous est fait, et par les hommes, et par le divin. Un honneur qui nous exige travail et humilité absolue. Moussa Sey Diallo, élu communal



### Guinée Communication.net

Saviez-vous que la maman de notre fierté Grand P était magistrat...?, Alors oui c'est bien ça. Paix à son âme



### Coulibaly Amadou

" Le débat même contradictoire dans le parlement vaut mieux qu'une révolte fomenter dans la rue" Soumaila Cissé.



### Pitroipa-Foot

Une photo rare de Zidane dans l'équipe nationale algérienne en 1994 lorsqu'il a été rejeté par l'entraîneur, a déclaré Abdul Hamid Kirmali. Zidane est un joueur lent et je n'ai pas besoin de lui en équipe nationale



### Paul Diarra

Des chefs de famille réunis n'arrivent pas à s'entendre. Pauvre MALI.



Florence Parly  
@florence\_parly

Deux hussards parachutistes de l'opération Barkhane sont morts pour la France aujourd'hui au Mali. Je m'incline devant leur serment de servir jusqu'au bout avec honneur, qui incarne l'esprit des hussards de Bercheny.

### Bacary Camara

Association : Centre de ressources documentaires sur le Mandé

La danse du « Konowolo » dans le village de NIENGUE-COURA, (commune de Sanankoroba) La majestueuse danse du « Konowolo » aux sons voluptueux des tambours ancestraux n'est plus une singularité artistique ou culturelle propre au seul village de Niengué-coura, ce joyeux patelin situé à une cinquantaine de Kms de Bamako. Chaque village de cette contrée peu peuplée a désormais son "Konowolo" dont les prestations scéniques agrémentent leurs réjouissances populaires. ( fêtes , cérémonies grandioses et exceptionnelles de mariage ou de récolte).

La maison du konowolo est le bois sacré « djétou »( bosquet de la pureté)en malinké.C'est un espace sacré réservé aux seuls initiés au culte du komo.Mais dans certains villages,il abrite également les « boli » qui sont les réceptacles destinés à recevoir les âmes des morts



ayant appartenu à la société ésotérique du komo, ainsi que les masques et instruments rituels de la société. Le bois sacré de NIENGUE-COURA s'étend sur une superficie de 4 ha.

B.CAMARA



### Kaou Abdramane Diallo

Celui qui va à Rome ou celui chez qui Rome se rend n'ont pas le même rang

#Qui a dit qu'on était tous égaux

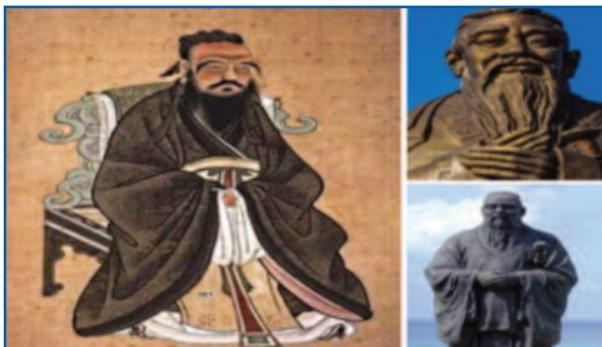


### Assane Magatte Seye

Que Dieu accorde sa grâce et son plus haut paradis à tous ceux qui sont tombés pour un Meilleur Mali.



Une Nation sans boussole est une Nation sans repères.  
Ne perdons pas le Nord, le Centre ou le Sud...Gardons le Cap



Billet de Culture Générale N°01 :

Kongzi ou Kong Fuzi (v. 551-479 av. J.-C.), dont le nom, qui signifie Maître Kong, fut latinisé par les jésuites en Confucius, est, dit-on, né dans une grotte de la montagne de Qiuфу.

Voici ici trois de ses citations extraites de " Le livre des Sentences" :  
1. " Dans les conjonctures embarrassantes examinez-bien qui vous devez consulter. "

Proverbe de Confucius ; Le livre des sentences - VIe s. av. J.-C.

2. " Pas trop d'isolement ; pas trop de relations ; le juste milieu, voilà la sagesse. " Proverbe de Confucius ; Le livre des sentences - VIe s. av. J.-C.

3. " Sous un bon gouvernement, la pauvreté est une honte; sous un mauvais gouvernement la richesse est aussi une honte." Proverbe de Confucius ; Le livre des sentences - VIe s. av. J.-C. (VIII, 13)

Je ne vais pas donner son nom parce que ce sont des choses privées, mais je sais que lorsque tu le liras, tu sauras à qui c'est adressé. Quand les résultats du test ont été obtenus, j'étais avec lui. Quand il est entré dans la voiture, j'ai pensé que c'était négatif en raison du calme et la tranquillité qu'il avait. Je lui ai donc posé la question et il m'a dit qu'il avait un cancer de phase 4 et qu'il lui restait 3 mois à vivre. Je n'arrivais pas à y croire. J'ai écrasé une larme puis il m'a dit : ne pleures pas (avec une paix déconcertante), DIEU est avec moi. Comme tu es courageux, mon guerrier préféré. J'aurai toujours eu de l'estime pour toi et t'apprécierai à jamais! Ce sont les moments les plus difficiles qui te révèlent qui sont tes vrais amis ou les gens qui t'apprécient vraiment. Malheureusement, la plupart des amitiés t'abandonnent et ne t'envoient que des " bonne guérison ou prompt rétablissement," mais de loin... j'ai décidé de faire ce post en soutien à une personne très spéciale pour moi qui s'est battue âprement. Elle m'a appris à vivre chaque jour comme le meilleur jour, comme le dernier ! Maintenant je regarde ceux qui auront le temps de lire ce post jusqu'à la fin. C'est un petit test juste pour voir qui lit et qui partage sans lire! Si vous lisez tout, sélectionnez "J'aime" pour que je puisse vous remercier sur votre profil. Le cancer est très invasif et destructeur pour notre corps. Même après le combat; ça reste un long processus. S'il vous plaît, en l'honneur de quelqu'un qui est décédé ou qui lutte contre le cancer, ou même qui a été victime du cancer mais a réussi à s'en sortir! Copiez et collez. Tout le monde a la facilité de dire : " Si tu as besoin de quelque chose, n'hésite pas, je serai là pour toi. Pourtant à la pratique, c'est zéro à la base".

Donc je vais lancer un défi, je pense que moins de la moitié de mes amis vont mettre ça sur leur mur. Il suffit de copier (ne pas partager). Je veux savoir sur qui je peux compter. Dès que vous le faites, écrivez "fait" dans les commentaires.... Le cancer nous a tous affectés d'une certaine façon, que ce soit directement ou dans notre entourage (un membre de la famille ou un ami). Merci à tous.

En hommage à ceux qui sont morts par ce monstre

Peut on être FORT sans être VIOLENT ?

La violence ne peut-elle pas être VERBALE ou COMPORTEMENTALE?

Tendons nous les mains et lâchons nous les pieds pour un Mali Meilleur.

An ga yogo bolo miné ka yongon se bla.

La question n'est pas de savoir qui on veut...mais qui peut...

### Habib Sacko



Qu'Allah le tout-puissant dans sa bonté te donne la santé et la force nécessaire de tenir.

Tu vas nous revenir nous sommes convaincus.

Ils ne le savent pas ça sera très compliqué et difficile de l'éclipser. Les graines ont déjà Fanées.

Soutien Total frère.

## IBK s'envole pour Abu Dhabi : La junte obtient des garanties écrites de la CEDEAO



Cela fait près de trois semaines qu'IBK et son régime ont été balayés par un groupe d'officiers supérieurs de l'armée après un mouvement de contestation maintenu par le M5 RFP. Sa démission, longtemps exigée par la rue, n'a été obtenue que dans les bureaux du camp Soundjata de Kati.

Suite à la pression de la CEDEAO, nous vous avons annoncé que l'ancien président devrait se rendre à l'étranger pour des soins appropriés. Après deux jours d'hospitalisation à la clinique Pasteur à l'ACL 2000, l'organisation sous régionale enclenche la pression sur la junte qui s'était déjà engagée à faciliter le départ d'IBK vers une destination de son choix.

Dans la nuit du samedi au dimanche, un vol a été spécialement affrété par Abu Dhabi à bord duquel Ladjji Bourama et l'ancienne première dame ont embarqué nuitamment. Comme en 2012 où ATT s'en était allé loin de ses « soutiens et collaborateurs », IBK aussi a été propulsé dans les airs, avec une profonde nostalgie de l'avion qui lui a permis de faire le tour du monde, souvent même, avec des voyous qui l'ont aidé dans ses dérives insolites. A Kati, c'est clair, un des officiers que nous avons interrogé rassure : « Nous ne sommes dans une scène de théâtre. Nous avons respecté jusque-là nos engagements. La suite de ce dossier, comme plusieurs autres, relève de la justice au moment opportun » confie un colonel influent de la junte. Dans l'opinion, les avis sont fortement partagés sur ce départ. Si certains craignent que c'est un début de sauvetage pour IBK, d'autres regrettent que durant ses années de gestion, « Boua » n'ait pas équipé les hôpitaux afin qu'il puisse s'y soigner. La Minusma a également poussé des pions pour faciliter « l'exil médical » de celui dont le régime a contraint, Amadou Toumani Touré, Adama Drame du « Le Sphinx » et le valeureux Inspecteur, Papa Mambi Keïta loin de leur pays durant des années. Comme pour dire que la vie est une vraie roue qui tourne.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

## Sékou Tangara Citoyen malien sur certains politiques maliens : «Les transfuges»



Trois fois avant le chant du coq ils ont renié le Président Modibo Keita le lendemain du coup d'état du Lieutenant Moussa Traoré. Sans pudeur ils se sont donnés à la soldatesque CMLN-UDPM. Une union incestueuse au regard du fossé idéologique entre l'ancien et le nouveau régime. Mais eux, ils n'en ont cure. Ils continuent à jouir du pouvoir pendant 23 ans.

Puisque l'histoire est un éternel recommencement, ils prennent leur distance avec le régime UDPM à l'entame des événements de Janvier-Mars 91, la séparation de corps avant le divorce la nuit du 25 au 26 Mars. Heureusement-pour eux- cette période coïncide avec le boom des produits éclaircissants sur le continent. De UDPM, ils se métamorphosent ADEMA et déménagent (comme en secondes noces) à Bamako Coura. Le compagnonnage durera 10 ans, trop peu pour les transfuges. Le 08 Juin 2002 ils laissent le parti d'Alpha à ses vrais militants et déposent bagages chez ATT. Rappelez-vous cette demande déguisée de candidature à un troisième mandat lors d'une "grandiose" cérémonie au Stade Omnisports. D'un ton ferme et poli, ATT dira niet et mettra à la disposition du musée le collier en or massif spécialement conçu pour l'occasion. Même sans y être mêlés de près ou de loin, la gêne et l'humiliation se lisaient ce jour sur le visage de la plupart des Maliens. Mais pour les initiateurs rien, aucune honte, selon eux c'est juste un banal caprice du Président.

Le parti qu'ils ont créé pour soutenir "le soldat de la démocratie" va se disloquer et une frange se retrouve aux premières loges du pouvoir IBK. Les plus audacieux s'autoproclament envoyé du chef soit auprès des paysans soit au niveau des opérateurs économiques. A leurs thuriféraires mobilisés contre espèces sonnantes et trébuchantes ils feront l'éloge d'IBK tout comme ils ont fait celui d'ATT.

Il est temps de mettre un terme à cette indigne répétition. Le nouveau Mali qui est attendu par tous doit rompre avec ce système de prédation qui n'a aucun fondement culturel. Depuis la nuit des temps, le malien est réputé avoir une position, une conviction et une seule: celle qu'il assume aussi bien dans les moments de confort que d'adversité.

On ne peut pas continuer à clamer jusqu'au soir du 17 Août 2020 "Boua ta bla, Boua fo 2023, Boua fo saya..." et venir se présenter dans les trèves du CICB comme un acteur de la rupture et du renouveau. C'est lâche, malhonnête et ça ne doit pas passer.

**Sékou Tangara Citoyen malien**

## Meeting du M5-RFP du 21 Août 2020 : Extrait du discours de l'imam Mahmoud Dicko



■ J'ai un message clair à faire passer ! Désormais personne ne donnera un chèque en blanc aux jeunes [CNSP]. Personne ne fera ce qu'il veut de façon anarchique dans ce pays, c'est fini. Permettez-moi de saluer les jeunes héros qui sont venus parachever les luttes de plusieurs jours. Je leur demande de tenir leur parole. Ce sont nos frères et nos enfants.

Je leur demande de ne pas commettre les mêmes erreurs que les anciens. Qu'ils s'asseyent avec le M5 ainsi que toutes les forces vives pour parler dans la dignité et dans l'entente. Qu'ils arrêtent de se la jouer solitaire dans leur coin ! Ils sont enfermés là-bas dans leur coin, les gens y font des va-et-vient.

Qu'ils facilitent la situation et allègent la souffrance des maliens. Ils sont censés être la solution, pas être des problèmes en plus. Je me dois de leur dire ce message. Ils ont du respect pour moi mais cela ne m'empêche pas de leur dire la vérité. Qu'ils veillent à ce qu'on continue dans la dignité. Je suis retourné dans la mosquée mais n'oublions pas que la mosquée est au Mali. Je suis retourné dans la mosquée mais je reste dans le Mali. Je demande à Dieu de nous faire ramener Soumaila Cissé d'ici le vendredi prochain."

Moussa Nimaga

## Opération Barkhane : Deux militaires français tués en opération dans le nord du Mali (Elysée)



Deux militaires de la force française Barkhane au Sahel ont été tués en opération samedi dans le nord du Mali par l'explosion d'un engin explosif improvisé au passage de leur véhicule blindé,

## Démission de IBK et son régime : La Russie va dépêcher des militaires au côté des soldats maliens en cas d'attaque de la Cédéao.



Les sanctions de la Cédéao contre le Mali suite à la mutinerie ayant conduit à la démission de IBK, ce dernier avait lui-même dissout les institutions, n'iront pas loin. Et si la Cédéao persiste, on risque de se retrouver dans la posture syrienne soutenu. Et pour cause. La Russie de Vladimir Poutine veut prendre la défense du peuple malien et des militaires contre les soldats de la Cédéao qui menace d'intervenir militairement pour rétablir IBK démissionnaire.

Les nouvelles autorités maliennes préparent l'après IBK dans les grands couloirs des puissances mondiales. Déterminées à ne pas céder à la pression de l'institution sous régionale, la junte militaire s'active pour réorganiser les choses et rapidement, tenir les élections pour confier le pouvoir au civil. Mais, iront-elle jusqu'au bout face à une Cédéao trop exigeante? Menaçante? Brandissant déjà, les forces militaires?

Au Mali, l'heure n'est pas à la panique. Visiblement, les militaires ne sont pas ébranlés par le cri va-t'en guerre de la Cédéao. Ceci, à cause de plusieurs raisons. Et l'une des raisons qui renforce la conviction de la junte, reste ce soutien venant de la part de la Russie. Le pays de Vladimir Poutine est prêt à contrecarrer les nations unies qui exigent le retour de IBK. Ce n'est pas fini.

La Russie dans un échange de courrier de Kremlin avec la junte au pouvoir, la Russie apporte un soutien sur tous les plans aux autorités militaires. La Russie a rassuré dans ce mail, son appui militaire en cas d'intervention des militaires de la Cédéao visant à rétablir IBK au pouvoir. Pour Vladimir, il faut siffler la fin de IBK, chercher une solution pouvant aider à redonner confiance au peuple et les associer dans la guerre contre le terrorisme, que de voir les maliens devenir complices des terroristes qui font des pertes en vies humaines.

a annoncé la présidence française.

"Le président de la République a appris avec une très vive émotion la mort de deux militaires français (...) après la destruction de leur véhicule blindé par un engin explosif improvisé, ce matin lors d'une opération dans la région de Tessalit au Mali", a indiqué la présidence dans un communiqué, ajoutant qu'un troisième militaire avait été blessé.

## Promotion de l'emploi au Mali : La S.A.K « Bara Musso » fait de son mieux



**E**n tant qu'entreprise privé de droit malien, la Société Aminata Konaté (S.A.K), « Bara Musso » dont son créneau est la transformation de nos légumes en épices, à des fins consommables, contribue aujourd'hui à créer des milliers d'emplois au Mali et ailleurs. Cela est visible et justifiable, à travers toute la chaîne de l'entreprise. C'est-à-dire, de la production à la commercialisation.

Ainsi, compte tenu de l'immensité des activités que la S.A.K entreprend, à travers tout le pays et précisément à Bamako, elle fait aujourd'hui le bonheur de beaucoup de personnes. Ceux-ci sont en train de gagner leur vie grâce aux emplois formels et informels qu'ils sont parvenus à décrocher au sein de l'entreprise.

La S.A.K « Bara Musso », sous le leadership de son Président directeur général (PDG) Boureima Doumbia n'a d'autres soucis que de voir, cette entreprise prospérer encore davantage, Cela, avec la seule envie de permettre à d'autres jeunes chômeurs, de s'insérer dans la vie économique. Aussi, comme toute autre entreprise, la S.A.K « Bara Musso » est assise sur des valeurs qui expliquent sa performance. C'est pourquoi, sa direction veut que tout travailleur gagnant sa vie par le biais de la société, les respecte.

Cependant, comme c'est une entreprise qui ne fait pas de distinguo en termes de recrutements à son sein, se trouve souvent avec des employés de mauvaise foi. Lesquels sont là pour se servir et non servir la société, en tant que telle. C'est-à-dire, ils livrent souvent à des pratiques mafieuses dans le dessein de profiter injustement de l'entreprise. Des telles pratiques constituent énormément un manque à gagner la S.A.K.

C'est pourquoi, le PDG Boureima Doumbia tient à ce que les règles arrêtées pour le bon fonctionnement de la société, soient respectées par les employés, à tous les niveaux de la chaîne.

Donc, les travailleurs qui ne respectent pas ces règles, sont souvent soumis à des sanctions disciplinaires, voir à des licenciements. Lesquels sont faits en respect des contrats de travail établis entre l'employeur et les employés. Cela, en application strict du code de travail du Mali. Ki-Zerbo

## Mali : La Force Conjointe du G5 Sahel démantèle un plot logistique des terroristes dans le Gourma



**L**e 26 août 2020, au cours d'une opération de contrôle de zone dans le Gourma malien, une compagnie de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) à découvert un important plot logistique des Groupes Armés Terroristes (GAT).

En progression vers la ville de Kobou, un Echelon Tactique Interarmes (ETIA) malien de la Force Conjointe a été pris à parti par plusieurs terroristes. Après quelques échanges de tirs, ces derniers ont choisi de fuir le combat, abandonnant derrière eux une vingtaine de motos, des moyens de communication et une importante quantité de carburant.

Dans cette région où les GAT sont nombreux, cette tactique d'évitement est illustrative d'un rapport de force défavorable et d'une certaine désorganisation des GAT. La Force Conjointe démontre quant à elle une bonne capacité de mobilité en cette saison des pluies. En effet, malgré des conditions météorologiques difficiles et des axes dégradés, l'ETIA a su mener à bien cette mission jusqu'à Kobou.

Par le contrôle de zone, la Force Conjointe contribue au retour progressif de l'Etat dans la zone des trois frontières. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'opération SAMA, dans la zone des trois frontières.

La Force Conjointe du G5 Sahel est une force régionale qui a pour mission de lutter contre les terroristes dans les régions frontalières communes aux pays du G5 Sahel, en étroite coordination avec toutes les forces nationales et la force Barkhane. La Force Conjointe du G5 Sahel, composée d'unités provenant du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, est mandatée pour intervenir au-delà des frontières de ces pays dans le cadre d'une réglementation paraphée par les cinq Chefs d'Etat du G5 Sahel.

Source : Cellule de communication de la FC G5 Sahel

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

# Pour abus de confiance et d'escroquerie : Le CBMF introduit une plainte contre Gakharou Doucouré

L'affaire dont il est question serait relative à un détournement de près de 434 707 135,49F CFA, versés par les maliens établis en France. Ces fonds devraient servir à leur permettre d'accueillir des parcelles à usage d'habitation à Bamako



C'est le tribunal de grande instance de la commune VI du district de Bamako qui a été saisi par l'association dénommée, Conseil de base des maliens de France (CBMF) pour juger cette affaire d'abus de confiance et d'escroquerie dont ils ont été victimes de la part de leur président. Ce dernier, n'est autre que M. Gakharou Doucouré, demeurant à Bamako, au quartier Magnambougou. Regroupés au sein de l'association pour la dé-

fense et l'assistance des victimes maliennes de France, le nommé Diadié Sylla, collecteur desdits fonds et d'autres membres du CBMF, se sont rendus compte que Gakharou Doucouré a profité de sa position de président pour acquérir des terrains à son propre nom. Ainsi en 2009, certains membres de l'association irrités par comportement mutique de leur président, ont décidé d'en savoir plus. Se faisant, le collecteur de ces fonds auprès des

plaignants, s'est déplacé à Bamako, en vue de s'enquérir de la situation. Il a découvert que des acquisitions avaient été faites par M. Doucouré, à son nom, avec des actes notariés établis par Me Karamoko Camara, notaire à Bamako.

Wantant coute que coute profiter de la situation, Gakharou Doucouré a cherché à mettre ses interlocuteurs en confiance, avec des preuves à l'appui. C'est ce qui l'amena à utiliser une lettre du ministre des maliens de l'extérieur, datant du 21 octobre 2009. Celle-ci notifiait que M. Doucouré avait bien mener des actions d'acquisition de 700 lots de terrains, à usage d'habitation, pour les maliens résidant en France. Chose qui constituant pour les plaignants, une manœuvre frauduleuse destinée, à obtenir des fonds.

Toujours, Gakharou Doucouré, dans son entreprise machiavélique, établissait des factures pro-forma relatives à des prestations portant sur l'acquisition desdits terrains. Aussi, comme l'atteste ladite acquisition, des différents titres fonciers, à son propre nom, avec l'argent des plaignants, M. Doucouré et ses complices seront traduits en justice pour les faits qui leur sont reprochés. Cela, conformément à l'article 282 de la loi N°01-079/ANRM du 20 août 2001, portant Code pénal. Laquelle stipule que : « Est qualifié abus de confiance de détournement frauduleux, commis au préjudice du propriétaire du détenteur d'une somme d'argent, d'un document ou d'un objet mobilier quelconque, qui aurait été confié à quelque titre que ce soit par ledit propriétaire ou détenteur à l'auteur du détournement, à charge, par celui-ci, de le rendre ou de le représenter ... » En réalité, selon la plainte introduite au niveau des juridictions compétentes à la manière, « aucune opération immobilière n'a jamais été réalisée au nom et pour le compte des plaignants. Ceux-ci ont, donc perdu leur argent remis à M. Doucouré. De ce fait, les faits, tels que décrits peuvent recevoir la qualification de détournement et d'abus de confiance et d'escroquerie commis au préjudice des plaignants.

A rappeler que les montants collectés par Diadié Sylla, au nom du CBMF, ont été envoyés à M. Doucouré, par virement bancaire sur son compte ouvert dans les livres de la BDM SA ou de la Bank Of Africa.

Ki-Zerbo

## Racine Ly : “La famille et l’Education”



**P**arler de notre société d’aujourd’hui n’est pas chose aisée, vu les bouleversements dans lesquels nous vivons et surtout le rythme accéléré qu’impose le développement à l’occidental à l’ensemble des acteurs sociaux et économiques. En effet l’évolution de notre société a été influencée diversement au contact, d’une part de la culture islamique arabo-berbère à travers les échanges commerciaux transsahariens, d’autre part de la culture judéo-chrétienne par l’entremise de la colonisation et de ses institutions, notamment l’école. Et actuellement nous subissons l’assaut de la globalisation et de la mondialisation. Les changements opérés sont d’abord perceptibles au niveau du premier noyau de la société

qu’est la famille.

Qu’est-ce que la famille ? Il est difficile de donner un contenu précis au mot famille ; car le terme recouvre de nos jours à la fois des aspects culturels et juridiques très divers et des données biologiques.

Parler de la famille et surtout de sa dimension, éducative n’est pas chose facile, car cela nécessite tout d’abord que l’on se pose toute une série de questions :

- qu’était la famille jadis ?
- qu’est-elle aujourd’hui ?
- en quoi la famille a-t-elle changé ?
- qu’est ce qui a changé en elle ?
- quelle famille faut-il concevoir pour un développement harmonieux de l’homme malien de demain ?

Toutes ces questions seront examinées à travers le rôle de transmission du savoir, de l’éducation et de formation de l’homme dans la famille.

### I. La famille dans la tradition malienne

La famille est essentiellement un regroupement de ceux qui sont liés par une parenté biologique (liens de sang). Elle peut se prolonger au-delà de ces liens : car ces liens peuvent être aussi culturels à travers le mariage, le voisinage et l’amitié. Ainsi la famille est la cellule où sont vécues avec intensité toutes ces relations de parenté. En général de nombreuses générations restent grouper autour d’un patriarche et la famille peut atteindre la taille d’un village et rester la seule unité sociale importante.

Cette famille assurait à l’individu une sécurité totale, un refuge permanent ; la famille étant toujours présente. Nos familles, c’est-à-dire étendues, imposaient à chacun le sens de la solidarité car elles permettaient d’assurer à tous, y compris les malades, les impotents, les vieillards l’assistance indispensable. Le plus important c’est qu’elles garantissaient à chacun la sécurité dont il avait besoin.

La force de cette structure familiale était que tous les descendants d’une souche (lignée) restaient liés et essayaient d’assurer la permanence de la famille. Car ici la famille se différencie du ménage. Les ménages étant constitués du père et des mères et de leurs enfants mariés ou non. Les intérêts des ménages étaient subordonnés à ceux de la famille.

C’est l’ensemble de cette communauté, pas seulement des parents (père et mère) qui créait une atmosphère familiale : éducative appropriée, animée par l’amour des uns et des autres dans la solidarité et le partage, le respect de parents et des plus âgés, le respect des coutumes et mœurs mais aussi dans la compétition et la rivalité. La famille était la première école des vertus sociales dont aucune société ne peut se passer et cela a perduré avec l’islamisation et les écoles coraniques. Dans ces familles chacun était reconnu, respecté parce qu’il représentait un membre à part entière d’un groupe et si quelqu’un avait davantage de besoins, l’attention et les soins qui lui étaient apportés se fai-

saît plus intenses quelque part.

Ces familles possédaient une hiérarchie et chaque membre occupait une place et avait un rôle à jouer dans la formation de l'individu. Nous voulons parler des grands-parents, des pères, des mères, des frères et sœurs, des oncles et tantes, des cousins et cousines et des hommes de caste.

- **Les pères** : étaient appelés « père » tous les frères consanguins du père et jouaient ce rôle (Nfa karça).

- **Les mères** : l'ensemble des épouses du père et de ses frères ainsi que les sœurs consanguins des épouses (bakoroba, batini).

- **Les frères et sœurs** : tous les enfants qui sont de même père ainsi que ceux des frères du père.

- **Les oncles et tantes** : ceux sont les frères des mères et les sœurs du père.

- **Les cousins et cousines** : les enfants des frères et sœurs des mères et des sœurs du père.

Ces appellations et notions soulignent les liens de sang et de parenté et consolident les liens familiaux. Chaque entité a ses tâches et rôles notamment dans la gestion des conflits et le développement de la personnalité de l'enfant. La notion de demi-frère et de demi-sœur n'existait pas et les enfants des frères de ton père ne sont pas des cousins et cousines mais des frères et sœurs à part entière. Il n'y a pas non plus de marâtre mais des grandes et petites mères (mamans).

L'éducation de l'enfant et la formation de l'homme étaient exclusivement dévolues aux parents, à la famille et à la communauté où le rôle de chaque entité était bien défini et bien balisé. Le pouvoir public ne pénétrait pas à sa guise dans le sanctuaire de la famille.

La famille malienne « traditionnelle » a été façonnée à travers son histoire de manière à s'adapter aux exigences de son développement. Elle a développé des valeurs sociales et morales ; des vertus et des mœurs qui lui sont propres. De vraies valeurs familiales ont fondé son humanité, son honneur et un sens aigu de la perception de l'autre. Ainsi la famille était la première institution et le premier milieu de vie naturelle, sociale, éducative, affective, relationnelle, religieuse et politique.

## II. La famille actuelle

Comme nous l'avons dit plus haut, la rencontre

de notre société « traditionnelle », avec la culture musulmane et surtout avec la culture judéo-chrétienne, a marqué son évolution et plus particulièrement sa transformation.

Aujourd'hui nous pouvons dire sans risque de se tromper que la famille, dans la vision de la plupart des citadins et plus particulièrement de ceux qui sont allés à l'école européenne, est de type nucléaire et se situe dans le triangle naturel « mari-femme-enfants » sur lequel repose le renouvellement et la première éducation. La formation de l'homme et du citoyen revenant à l'institution scolaire et à l'Etat.

De cette évolution de mentalité et de vision du monde, la famille sort comme synonyme de ménage, de couple. Le mariage devient de plus en plus l'union de deux personnes et non plus le maillon concrétisant l'union de deux familles ou de communauté. La conception de la famille qui se développe avec l'évolution de notre société relève d'une vision occidentale soit disant moderne. Or, la modernité se définit comme une autre forme de culture qui s'oppose à la tradition, c'est-à-dire à toutes les autres cultures antérieures, au nom de la productivité et de la liberté individuelle.

Cette vision ou manière de faire, nous amène à calquer des politiques individualistes pour les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les travailleurs etc., qui sont très souvent antifamiliales et reconnues comme telles en occident. Ainsi les législations sur les droits de l'enfant adviennent comme si les parents n'avaient plus de droits et comme si nos sociétés ne possédaient pas de normes en la matière. Il en est de même du droit de la femme en dehors des droits de la famille etc.

Chaque jour nous privilégions la formation et la consolidation de la famille nucléaire sinon monoparentale par l'abandon de nos valeurs à travers l'adoption sans beaucoup d'effort de lecture et d'analyse des textes législatifs : code de mariage et de la famille et conventions internationales. Et ces codes et textes sont d'abord analysés, jugés et approuvés par la société occidentale et leur évaluation a valeur de progrès et de modernité. Tant pis pour nos populations qui devront les subir.

Or, nous savons que plus un ménage est peu nombreux et isolé des autres, plus ses membres sont exposés à diverses formes de violence interne et externe (conjugale, parentales, médiatiques et de la rue). Tout cela

peut conduire à détruire l'environnement familial propice à un développement harmonieux de nos enfants et de notre société.

A y regarder de près, pour le plus grand nombre, notamment les ruraux, la famille reste la somme de relations entre parents et enfants, hommes et femmes, frères et sœurs, autres membres de la famille élargie, à commencer par les grands-parents ; sont venus s'ajouter à cela avec l'école et l'urbanisation, d'autres relations telles que : famille et école, famille et quartier, famille et localité, famille et lieux de travail contribuant à réduire l'espace d'action de la famille.

La réalité d'aujourd'hui est que de nos cités urbaines aux campagnes rurales les familles étendues sont en train de se désintégrer à cause de la monétarisation de nos relations et l'occidentalisation croissante de nos mœurs avec l'adoption du système économique libéral, dont le mode de production est donné comme garant de la démocratie et du développement. Or, le système occidental de démocratie vise essentiellement le développement individuel de l'homme. La femme et l'enfant sont envisagés comme des membres temporaires de la famille avant de devenir de bons consommateurs et de bons électeurs c'est à dire de bons citoyens.

De ce style de vie, la famille est d'abord la somme des intérêts individuels du père de la mère et des enfants. Cela conduit à la diminution des relations interhumaines élargies, et à affaiblir la pression sociale, tant chez ceux qui l'exerce (les parents) que chez ceux qui la subissent (enfants). Ainsi donc on assiste au relâchement et l'effritement de l'autorité parentale, accentué par l'impact des modèles normatifs proposés par les médias. Nos mœurs sont décrédibilisés au profit des modèles occidentaux définis comme modernes et surtout le remplacement des relations d'autorité dans le foyer par des relations hédonistes (que de plaisir).

Les effets de ces comportements font qu'actuellement tous nos problèmes au niveau familial et entre familles, sont de plus en plus réglés au niveau des institutions de la police et de la justice. Le divorce est devenu la chose la plus banale dans la société ou l'argent peut tout régler, au nom d'une modernité sans âme et de la liberté tous azimuts ou tout est devenu prêt à porter et prêt à jeter.

Nos institutions étant peu performantes et nos

familles en cours de mutation (éclatement), se trouvent en panne dans leurs rôles de socialisation et de régulation. Ainsi notre société est en train d'évoluer vers une impasse totale, en persistant à vouloir continuer à imiter aveuglement les modèles d'ailleurs, qui ont contribué à dérégler l'institution familiale au prétexte d'autonomiser l'enfant et la femme et de promouvoir que leurs droits.

Cette évolution a induit un certain nombre de changements dans les rôles parentaux. Relativement au rôle parental, on assiste chez les femmes à une véritable collision de valeurs provoquant leur absence de plus en plus marquée de l'enceinte familiale. En effet alors qu'elles travaillent désormais comme les hommes en dehors de la famille toute la semaine et en fin de semaine elles doivent participer comme par le passé à toutes les manifestations sociales requérant la représentation de la famille (mariage, décès, baptêmes etc.) cette tendance surtout en milieu urbain soulève de nombreuses questions sur le rôle et la responsabilité parentale.

Chez nous qu'avons-nous imaginé pour faire face au travail des femmes, car nos familles sont de plus en plus vidées de leurs parents et les enfants restent entre les mains des domestiques. La question que l'on se pose, est la suivante : nos enfants sont élevés et éduqués par qui ? Les parents, les servantes, la famille, l'école, la rue ou les médias ?

A travers ces constats, on est en droit de se demander : quelle éducation sommes-nous en train de donner à nos enfants par rapport à notre vécu et à notre propre perception de la vie ?

Ce qui est vrai, c'est que la famille joue de plus en plus son rôle d'encadrement avec beaucoup de difficultés et de contraintes. Elle a délégué une part importante de l'éducation des enfants à de tierces personnes, puis à l'école pour leur apprendre le savoir et enfin à l'Etat démocratique pour former des citoyens.

Au total, l'éducation qui devrait jouer un rôle déclencheur dans la réaction en chaîne positive du cycle vertueux du développement humain et de la démocratie, est aujourd'hui le chaînon négatif dans le cercle vicieux du mal malien. Or le domaine de l'éducation est pour toute société la pierre angulaire de la construction de son avenir.

Comment se présente l'institution scolaire malienne ? Elle se caractérise par deux maux

; une pléthore d'effectif à tous les niveaux et une démotivation du corps enseignant peu ou mal formé, mal payé, qui s'éloigne de la déontologie de leur métier devenu un simple gagne-pain. L'Etat en se désengageant de cette sphère hautement stratégique, brade son autorité ; une tâche éminemment régalienne. Pour lui qui est le garant de la paix sociale. Or, cette autorité n'est pas et ne peut être reprise par le secteur privé, préoccupé avant tout par une gestion mercantile. Pour l'autorité de l'Etat, il ne peut y avoir de repeneur à la mesure de l'enjeu, car l'Education relève non seulement de la souveraineté mais aussi de l'identité nationale. On devrait lui accorder au moins autant d'importance qu'à la Défense Nationale (orientation stratégique financièrement...).

On constate qu'à peine constitués, on demande à nos Etats de renoncer au pouvoir, c'est-à-dire de se suicider sur l'autel du tout libéralisme et de la croissance à court terme, en exigeant que le privé multiforme (national et international), envahisse l'espace non structuré abandonné par l'Etat.

Mais pour quoi faire ? Pour s'aligner sur les normes du marché, reproduire la classe dominante dans des établissements de haute gamme et former de la main-d'œuvre dans les écoles communautaires : à l'image de la santé ou les laboratoires et les cliniques de luxe côtoient les centres de santé communautaires laissés à eux-mêmes. Si l'offre du savoir, comme celle des soins est à la hauteur des bourses des parents et des patients. Cela signifie, dans un pays comme le Mali où une forte majorité de la population est touchée par la pauvreté, la qualité de l'enseignement établie au gré du marché même ajusté par l'aide internationale, est et restera médiocre.

Au stade actuel de notre développement l'enseignement, comme la santé, peuvent-ils être des biens marchands ? L'adaptation de l'enseignement au marché peut être une idée juste, mais n'est-il pas imposé et mal pensé pour et par nous.

### **III. La famille de demain**

L'éducation comme approche culturelle de la formation se confirme de mieux en mieux comme un facteur décisif de l'émancipation, du développement progressif, harmonieux, politique, économique, social de la personne hu-

maine et des sociétés. Elle est de plus en plus reconnue comme un facteur essentiel, comme un paramètre indispensable pour faire reculer la pauvreté économique, intellectuelle et culturelle et pour faire progresser les idées de démocratie, de paix et de justice sociale. C'est cette compréhension de l'éducation qui était la nôtre, maintenant qu'allons-nous faire pour nous l'approprier à nouveau dans un autre contexte de « mondialisation et de globalisation. »

Les Bamanans disent que le vieillard vaut mieux que son prix, c'est lui qui détenait le savoir et la sagesse dans sa tête et dans son regard. Et le professeur KI Zerbo d'ajouter qu'il en va de même pour l'enfant dans le secteur dit budgétivore de l'enseignement. L'élève assis sur son banc vaut mieux que son prix. Car aujourd'hui l'essentiel de l'éducation doit être acquis à l'école.

En somme, non seulement l'éducation est dans tout, mais tout est dans l'éducation. Il s'agit de faire de l'éducation une vaste entreprise de développement et du développement un vaste affaire d'éducation.

Alors que faire pour vivre ensemble dans une société et dans des familles qui rapprochent, éduquent et forment l'homme et le citoyen malien conformément à des valeurs sûres telles que la tolérance, la solidarité, le partage, l'amour de l'autre, le respect des anciens et du bien commun etc.

Pour cela, il faut que la famille reste et demeure notre principale institution sociale, plus que jamais nécessaire pour notre société contemporaine et multiculturelle.

La famille doit être la résultante de toutes les valeurs nouvelles et surtout anciennes qui résiste à l'érosion du temps et aux influences extérieures, particulièrement en ce qui concernent la place et le rôle de l'éducation (Lamô). Sans négliger l'importance de la complémentarité hommes femmes tout en tenant en compte la dimension profondément religieuse et mystique de notre humanité, qui la distingue des autres. Sur cette base de réflexion et d'analyse sereine, il est possible d'entreprendre la construction d'une autre forme de société où le modèle et l'esprit de la famille malienne seront reconnus à travers ses capacités éducationnelle et la prise en compte et en charge des personnes âgées, des handicapées et des démunis.

Pour y parvenir, une authentique volonté poli-

tique et individuelle doit s'exercer dans des domaines comme la décentralisation des tâches éducatives entre la famille, la communauté et l'Etat, la formation des enseignants et un soutien effectif à la recherche car elle se situe au point d'arrivée et au point de départ de la connaissance et du développement.

### Conclusion

Est-il normal et pensable qu'un pays de vieille civilisation et de culture comme le Mali ne possède pas une seule valeur méritant d'être sauvegardée, reconnues et utilisée pour assurer l'éducation de ses enfants, le modelage de ses structures sociale et le maintien de l'équité morale et spirituelle de ses membres?

L'influence progressive du mode de vie occi-

dental sur le nôtre étant désormais avérée, il reste à déterminer relativement à l'institution de la famille et à l'éducation les grandes questions auxquelles nous avons à faire face :

- Quelle éducation faudrait-il donner à nos enfants, déconnectés d'une éducation familiale traditionnelle de plus en plus méconnue ?
- Quelles écoles pour parfaire l'éducation de nos enfants ?
- Quelle place pour les personnes âgées dans l'éducation de nos enfants ?
- Quelle place peut-on accorder à l'enseignement moral, civique et religieux dans nos écoles pour une meilleure éducation de nos enfants ?
- Quelle politique familiale multisectorielle et globale pour prendre en compte l'intérêt supérieur de l'institution familiale et des familles?

- Quel mécanisme mettre en place pour que la politique de la famille soit prise en compte dans toutes autres politiques ?

- Que faire pour que les associations et organisations communautaires, familiales et parafamiliales développent et appuient les politiques de famille et d'éducation ?

### Racine LY

**Ingénieur Agro-Zootechnicien,  
Chercheur à la retraite, spécialiste  
en production fourragère et en  
alimentation du bétail, Conseiller  
du chef de quartier Hamdallaye,  
Conseiller communal CIV, Bamako,  
Hamdallaye, Rue : 43 ; Porte : 1129  
Cell : 00 223 66 71 12 77 ;  
00 223 76 71 12 77**

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

## Enlevé depuis le 25 mars dernier : La mobilisation pour la libération de Soumaila Cissé s'internationalise



L'ensemble de la diaspora des Etats Unis est en effet invitée à une grande manifestation de soutien à la libération de l'honorable Soumaila Cissé, le Samedi 12 septembre 2020 à partir de 10 heures devant le Consulat du Mali à New York (Mission Permanente du Mali auprès des Nations Unies). Cette mobilisation, nous rapporte-t-on, sera synchronisée entre Paris, New-York, Montreal, Belgique- Mataro, Abidjan-Dakar et d'autres villes... Après donc les intellectuels africains,

les chancelleries africaines et occidentales, la mobilisation pour la libération de Soumaila s'internationalise ainsi!

L'attente de la libération de l'honorable Soumaila Cissé, le chef de file de l'opposition malienne, devient intenable, tant les assurances et promesses de son élargissement se multiplient mais aucune n'est suivie d'effet. Les « bientôt » se succèdent et suscitent des inquiétudes légitimes. Enlevé depuis le 25 mars dernier, la seule bonne nouvelle qui est venue

rassurer la famille de Soumaila Cissé est la lettre qu'il a pu faire parvenir à celle-là par le truchement de la CICR.

En effet, le CICR, qui offre des services de rétablissement des liens familiaux entre proches séparés à cause du conflit au Mali, dans le cadre de sa mission exclusivement humanitaire de protéger et d'assister les personnes victimes du conflit armé et d'autres situations de violences, a dans un communiqué rendu public le 21 août dernier, en sa qualité d'intermédiaire neutre et indépendant, affirmé avoir remis à un membre de la famille de Monsieur Soumaila Cissé des lettres de la part de ce dernier.

Et Mohamed Cissé, chargé de communication de l'organisation, avait tenu à clarifier : « Le CICR est une organisation humanitaire dont le mandat est de protéger et assister les victimes de conflits armés et d'autres situations de violence. Une de nos missions est de promouvoir le droit international humanitaire. Notre organisation travaille sur la base de la confiance qui est établie entre elle et toutes les parties en conflit, à travers des dialogues bilatéraux confidentiels. Ces dialogues portent essentiellement sur le respect du droit international humanitaire et sur le comportement des porteurs d'armes vis-à-vis des personnes civiles. Nous parlons à toutes les parties concernées que nous pouvons atteindre grâce à notre mode opératoire neutre, impartial et indépendant. Nous pouvons ainsi apporter aux personnes affectées par le conflit une assistance strictement humanitaire, comme le rétablissement des liens familiaux. Nous n'avons pas eu de contact direct avec M. Soumaila Cissé. Il a donc fallu vérifier le plus possible l'authenticité de ces lettres avant de les remettre aux membres de sa famille. Ces lettres ne contenaient que des nouvelles familiales. Vous imaginez que, pour la famille de M. Cissé, recevoir ces lettres après des mois sans contact, c'est d'un réconfort inestimable... »

« Réconfort inestimable » pour la famille et les compagnons politiques de Soumaila Cissé, est venu quelques jours seulement après que son fils aîné, Bocar Cissé, a donné une interview exclusive à Africable Télévision ! Interview dans laquelle il avait interpellé le président IBK à redoubler d'efforts afin d'obtenir la libération rapide de son père. « Cette situation est extrêmement difficile, surtout pour notre mère qui n'a pas eu la chance de bénéficier de notre

présence qu'à la veille de la Tabaski, avec la fermeture des frontières et la situation de la crise sanitaire due à la COVID.

Vous savez ? Notre maman me rend encore plus triste lorsque je la vois sans son complice, sans son époux. Nous nous sentons le devoir de nous révéler, quelles qu'en soient les conséquences. Depuis cet enlèvement, maman parle très peu ; nous la voyons les yeux hagards attendant une bonne nouvelle de la part du président de la République lui annonçant la libération prochaine de son mari. Le président de la République qui avait assuré tout le peuple malien de la libération incessante de son frère Soumaila Cissé. M. le président de la République, l'espérance de fêter avec notre père nous est encore restée entravée de la gorge...

J'ai un message pour la communauté internationale, mais d'ores et déjà, au président de la République, garant du Mali, qui sait où se trouve notre père, qui connaît les ravisseurs, je demande de redoubler d'efforts afin d'obtenir sa libération définitive. À la communauté internationale, je lance un appel d'aide en termes de médiation, d'informations, de moyens. Je n'ai qu'un seul message, c'est la libération effective de notre père Soumaila Cissé », avait-il déclaré.

L'imam Mahmoud Dicko avait lui aussi laissé entrevoir une lueur d'espoir le 28 août dernier lors de sa cérémonie d'hommage aux martyrs du régime IBK. Il avait en effet émis le vœu de voir Soumaila Cissé parmi nous d'ici le vendredi passé. Une annonce qui avait suscité de l'espoir, au regard des liens de respect et d'amitié qui ont toujours existé entre l'imam Dicko et Iyad Ag Ghali qui, selon « La Lettre Confidentielle » de Serge Daniel, serait celui qui détient le chef de file de l'opposition. On avait alors cru que l'imam Dicko avait décidé de s'impliquer personnellement pour obtenir la libération de Soumaila Cissé ?

La grande mobilisation prévue le 12 septembre prochain par l'ensemble de la diaspora de New-York via d'autres capitales Européennes et africaines produira-t-elle un impact dans le sens de la libération de l'honorable Soumaila Cissé ? C'est à souhaiter, l'attente n'a que trop duré !

■ Yama DIALLO

## Lutte contre le terrorisme : La montée en puissance des Fama



La question, on ne peut ne pas la poser, vu les résultats de nos FAMA sur le terrain depuis la chute du régime IBK ! Tout se passe comme si ce dernier avait, décidé de maintenir nos forces armées et de sécurité dans un bourbier qui ne dit pas son nom. Un président, pour les avantages et autres prestiges de sa fonction, doit-il pousser le cynisme et les détournements au point de laisser ses concitoyens, civils et militaires mourir sans se faire gronder par sa conscience ? A se demander si IBK n'avait pas un caillou à la place du cœur !

Puisque la chute du président IBK bouleverse tout, les FAMA peuvent donc, en conséquence, faire usage des armes et équipements militaires à leur disposition dans leurs actions de sécurisation et de défense du territoire national. Et depuis le 18 août, c'est la débandade dans les rangs des groupes terroristes qui écumant le sol malien.

Nos FAMA ont ainsi abattu plus d'une vingtaine de terroristes, le 3 septembre 2020, lors de l'attaque complexe à Guire. Au cours de cette attaque terroriste, nos militaires ont également enregistré un peu plus d'une dizaine de morts. Pour rappel, les FAMA ont récupéré, le vendredi 28 août 2020, un camion dans la forêt de Batoma -Bima, une localité située dans le secteur de Douentza. Après une fouille, il a été constaté que le camion ne contenait pas d'ex-

plosifs, mais plutôt des sacs de vivres (Mil, Arachides, Pois Sucres et Bogoni) destinés aux groupes terroristes. Le dit camion a été acheminé au niveau de la Gendarmerie de Sévaré à toutes fins utiles.

La veille, les FAMA ont fait l'objet d'une attaque complexe sur l'axe Konna-Douentza. Au cours de cette opération les FAMA ont enregistré 3 morts, 12 blessés et des dégâts matériels importants. Et côté ennemi, après une intervention aérienne, les évaluations ont permis de dénombrier une vingtaine de membres de GAT (groupes armés terroristes) neutralisés, 2 pick-up récupérés, une dizaine de motos détruites.

Le 26 août 2020, au cours d'une opération de contrôle de zone dans le Gourma malien, une compagnie de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), un Echelon Tactique Interarmes (ETIA) malien de ladite Force pour être plus précis, a été pris à partie par plusieurs terroristes. Après quelques échanges de tirs, ces derniers ont choisi de fuir le combat, abandonnant derrière eux une vingtaine de motos, des moyens de communication et une importante quantité de carburant.

Dans cette région où les GAT sont nombreux, cette tactique d'évitement est illustrative d'un rapport de force défavorable et d'une certaine désorganisation des GAT. La Force Conjointe démontre quant à elle une bonne capacité de

mobilité en cette saison des pluies. En effet, malgré des conditions météorologiques difficiles et des axes dégradés, l'ETIA a su mener à bien cette mission jusqu'à Kobou.

La Force Conjointe du G5 Sahel est une force régionale qui a pour mission de lutter contre les terroristes dans les régions frontalières communes aux pays du G5 Sahel, en étroite coordination avec toutes les forces nationales et la force Barkhane. La Force Conjointe du G5 Sahel, composée d'unités provenant du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, est mandatée pour intervenir au-delà des frontières de ces pays dans le cadre d'une réglementation paraphée par les cinq Chefs d'Etat du G5 Sahel.

## La France coopère-t-elle avec les groupes terroristes ?

En tout cas, il y a quelques jours, Des dispositifs de surveillance (appartenant aux militaires français) retrouvés dans la région de Kidal. En effet, dans une vidéo récemment diffusée sur les réseaux sociaux, l'agence « Thabat », qui diffuse la propagande des terroristes du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), a dévoilé des équipements militaires retrouvés près de la localité de Talhandak, relevant de la commune de Tessa-



lit, région de Kidal, vers la frontière algérienne. Ces équipements de haute qualité sont notamment des dispositifs de surveillance avec des caméras haute définition appartenant aux militaires français de Barkhane. Ils ont été retrouvés à l'intérieur d'une grotte. Les images ont été diffusées à travers l'agence de propagande des terroristes du GSIM « ThabatAgency », présentant ces matériels comme butins de guerre. En novembre 2018, un équipement similaire avait été découvert par les terroristes du GSIM dans la vallée d'Achamor, située entre Boughessa et Tin-Zaouatene, dans l'extrême

nord de la région de Kidal.

Si les spéculations vont bon train sur ces acquisitions terroristes, nombreux sont des observateurs qui n'excluent l'idée d'une complicité active entre groupes terroristes et militaires français, une complicité qui était certainement entretenue par Bamako sous le Président IBK. Vrai ou faux ?

Il pourrait aussi s'agir de butins de guerre.

Une seule certitude : les FAMA progressent sur le terrain chaque jour un peu plus !

■ Yama DIALLO



# Me Mountaga Tall dans l'essor du 04 septembre 2020 : «Les maliens doivent s'unir en refusant les clivages factices»

**Me Mountaga Tall :** Les Maliens, à travers des actions portées par le M5-RFP parachevées par le Conseil national pour le salut du peuple (CNSP) ont réussi, sans effusion de sang, sans installer le chaos, à obtenir la démission de l'ancien président Ibrahim Bouba-car Keïta.

La dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement par le président sortant, avant sa propre démission qu'il a déclarée libre et volontaire devant les émissaires de la Cédéao closent en quelque sorte le débat sur la nature du changement intervenu au Mali.

Seulement, le départ du pouvoir de l'ancien président ne saurait en aucun cas être un objectif en soi. L'après-IBK est et sera jalonné par de très nombreux défis que les Maliens doivent relever pour bâtir le Mali nouveau souhaité et espéré par tous. Les vaines polémiques et les querelles de positionnement que nous observons ne pourraient pas nous y aider. Il faudrait que les Maliens s'unissent en refusant les clivages factices évoqués pour les diviser. Rien ne devrait opposer les générations qui doivent se suivre et se compléter, les civils et les militaires dont les actions ont rendu le changement possible, les religieux et les laïcs ... doivent être conviés sur le chantier de la reconstruction nationale, tous ceux qui, dans un esprit patriotique, adhèrent au changement et s'engagent à mettre en place un socle fort pour l'État de droit qui présuppose des institutions fortes.

Le défi, c'est aussi le retour du Mali dans le concert des nations pour y prendre toute sa place. Nous devons, à cet effet, poursuivre les discussions avec la Cédéao qui n'est autre que nous-mêmes pour trouver ensemble des solutions conformes aux réalités du Mali, aux textes communautaires et en dehors des sanctions qui sont par nature contre-productives et qui pénalisent d'abord les couches les plus fragiles. C'est urgent et c'est possible. Les concertations envisagées pourraient, si



elles sont correctement menées, y contribuer grandement.

**L'Essor : Depuis le 18 août dernier, certains officiers de l'Armée sont au cœur du jeu politique dans notre pays. Quelles appréciations faites-vous des actions qu'ils ont entreprises jusque-là ?**

**Me Mountaga Tall :** C'est un fait que nos forces de défense et de sécurité, regroupées dans le Conseil national pour le salut du peuple ont, dans un élan patriotique, parachevé l'action que menait le M5-RFP depuis de nombreux mois. Ils ont engagé leurs vies et pris des risques énormes pour épargner au Mali le pire qui se préparait contre les manifestants. J'ai toujours dit qu'il faut éviter d'opposer les Maliens les uns aux autres. Qu'importe pour moi qu'un Malien soit en uniforme ou en tenue civile. Il nous faudrait apprendre à apprécier les actes posés en fonction de leur pertinence et de leur utilité. Sous cet angle, vous constaterez que non seulement la chaîne de commandement n'a pas été rompue, et même qu'il

y a eu une montée en puissance dans la lutte contre la terreur.

Mais sur le plan politique, qui n'est pas le terrain connu des militaires, la nécessité d'une plus grande convergence, sans exclusion de qui que ce soit, s'impose. Les légitimités conquises par le M5-RFP et le CNSP font d'eux les principaux comptables de la réussite ou, qu'à Dieu ne plaise de l'échec de la Transition. Ils doivent donc instaurer entre eux une meilleure coordination, une compréhension partagée de la Transition qui sera enrichie et prise en charge par l'ensemble des forces vives de la nation. En un mot, il ne faut ni exclure, ni diluer les responsabilités, ni nier l'histoire immédiate de notre pays.

En tant que membre du comité stratégique du M5-RFP, j'ai participé à la rencontre de notre regroupement avec le CNSP au cours de laquelle nous avons fait part de nos appréciations, suggestions et critiques. Je ne saurais, à ce stade, aller au-delà.

**L'Essor : Les Maliens fondent beaucoup d'espoir sur la Transition qui s'annonce. Quel schéma préconisez-vous sur son**

**format, ses missions et sa durée ?**

**Me Mountaga Tall :** La Transition doit éviter deux écueils principaux : l'enlèvement et la précipitation. Dans ce cadre, toutes les missions doivent être clairement listées et un chronogramme élaboré sur leur faisabilité. Bien sûr, il ne s'agira que des tâches qui ne peuvent être différées et qui posent les fondements du nouveau Mali.

Une période comprise entre 12 à 18 mois pourrait être envisagée si les acteurs de la Transition décident de mettre les bouchées doubles. L'architecture institutionnelle de la Transition doit être la plus proche possible des standards sous régionaux. La future Constitution sera sans doute plus innovante.

La Transition, de mon point de vue, doit être civile sans, en aucun cas, exclure les militaires. Cela signifie que toutes les options doivent rester ouvertes pour les militaires sous l'autorité d'un président de la Transition civile. Aucune autre exclusion ne devrait être envisagée. Les seuls critères qu'il faudrait désormais retenir pour assumer des responsabilités au Mali devraient être la probité, la compétence et l'amour de la patrie.

Pour être efficace, la Transition ne doit pas se disperser. Elle devrait tout d'abord restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés par des mesures fortes et mettre en place les fondements d'une gouvernance vertueuse : garde-fous contre la corruption et l'impunité, instauration d'un nouveau cadre pour des élections transparentes et démocratiques, élaboration d'une nouvelle Constitution. Les questions liées à la réconciliation nationale incluant la mise en œuvre de l'Accord de paix et celles relatives aux questions sécuritaires devraient occuper, elles aussi, une place éminente.

Enfin devraient être jetées les bases d'initiatives économiques et financières robustes. La Transition pourrait être fière de son bilan si elle réussit à accomplir ces missions-clés.

**Propos recueillis par B  
embablin DOUMBIA**

## Mamou Daffé : "Le Mali entre inquiétude et espoir"



**D**ans une lettre ouverte intitulée « Le Mali, entre inquiétude et espoir » adressée au Président du CNSP, Mamou Daffé, Acteur culturel, Président Fondation Festival sur le Niger, a déclaré que « plus la transition est courte mieux elle sera efficace ». Il propose une transition de 9 à 12 mois et qui s'articulera autour de 2 axes essentiels : Axe 1 : Des ajustements et adaptations institutionnels et Axe 2 : Sécurité. Lisez l'intégralité de la lettre ouverte !

### LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DU COMITE NATIONAL POUR LE SALUT DU PEUPLE (CNSP)

#### Le Mali, entre inquiétude et espoir

#### Monsieur le Président,

Aujourd'hui, l'heure est grave et même très grave. L'histoire de notre pays est en marche. En tant qu'acteur de la société civile culturelle, ma responsabilité citoyenne m'exige de prendre la parole pour exprimer mes inquiétudes et mes espoirs pour un Mali nouveau.

Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêts les contestations populaires qui ont abouti à votre action, qui a conduit à la démission du président le 18 août dernier. Une grande partie de la population se reconnaît en votre action qu'elle trouve salutaire, et espère que cela marquera un nouveau départ pour notre pays. Votre première déclaration nous avait rassurés dans ce sens et suscité de l'espoir pour un Mali nouveau. Mais aujourd'hui, vu l'évolution des choses sur le terrain, je m'interroge sur un certain nombre de questions.

Nous avons été surpris et inquiets de constater votre décision de proclamer un Acte fondamental sans concertation, au préalable, avec les forces vives de la nation. Cet Acte aurait gagné en légitimité et en qualité en termes de contenu, si toutes les forces vives de la nation étaient associées à la démarche. Il est souhaitable de faire en sorte qu'on puisse le plus rapidement possible revenir à l'ordre constitutionnel normal, comme stipulé par les instruments internationaux que le Mali a ratifiés.

#### Monsieur le Président,



Je voudrais attirer votre attention sur le fait que nous sommes en 2020. La gouvernance mondiale est régie par des principes démocratiques auxquels le Mali a souscrit. Ce n'est plus possible dans le monde aujourd'hui qu'un militaire en exercice dirige un pays démocratique. Pour exercer la plénitude et la légitimité du pouvoir il est impératif de passer par les urnes. Nous comprenons et ressentons l'engagement et le patriotisme de votre équipe, mais nous pensons que vous avez déjà joué un rôle historique et que vous pouvez continuer à être une exception en vous focalisant sur votre métier, la sécurisation du territoire malien. Car, il nous est apparu en visitant vos différents profils que vous faites partie de nos meilleurs militaires avec une bonne maîtrise du terrain.

Notre inquiétude à ce niveau est que nos meilleurs militaires ne se transforment en hommes politiques et ne s'éloignent progressivement du théâtre des opérations. Vous conviendrez avec nous que le fait de passer des journées et de longues soirées avec les forces vives de la nation n'est pas un travail pour des mili-

taires professionnels, donc inopportun, dans un pays occupé à 75%.

A cet effet, il serait judicieux et approprié de remettre le plus rapidement possible le pouvoir à une personnalité civile apolitique même s'il faut lui adjoindre un militaire comme vice-président pour s'assurer du respect des idéaux qui ont conduit au changement. Faites en sorte d'abrèger les peines de la population. Continuez à accroître le dialogue avec les forces vives du pays et l'ensemble de la communauté internationale pour aller vers un consensus.

#### **Monsieur le Président,**

Toute volonté de conserver le pouvoir serait hasardeuse, dangereuse et contreproductive, et enlèvera à votre action toute son élégance. Nous sommes tous d'accord que la crise actuelle est une faillite collective de la majorité des classes dirigeantes politiques, militaires et de la société civile. Oui, c'est une panne de leadership à tous les niveaux. Nous sommes tous comptables de cette situation. Pire, c'est le type de citoyen malien même qui est en

cause, qui a besoin d'être refondé. Le changement tant espéré ne viendra pas seulement en refondant les institutions ou en proclamant des actes, mais également en travaillant profondément sur l'éducation d'un nouveau type de citoyen malien avec nos valeurs sociétales. Aujourd'hui, l'heure est à l'union sacrée autour de nos valeurs culturelles et sociétales du Maaya qui prônent le respect de l'autre, l'amour de la patrie, la solidarité, l'honneur, la probité, la rigueur, l'honnêteté, le pardon, la confiance, le respect de la parole, etc. Il est important qu'on revisite ces valeurs-là qui ont fait la grandeur du Mali.

#### **Monsieur le Président,**

Une transition en principe est une période d'exception qui se déroule sur un minimum de temps possible pour préparer deux ou trois choses essentielles. Et pour le cas du Mali, aujourd'hui nous avons deux axes essentiels autour desquels peut s'articuler la transition de 9 à 12 mois :

Axe 1 : Des ajustements et adaptations institutionnels (Constitution, Code électoral, charte des partis) fondés sur les leçons tirées de la présente crise, s'inspirant de nos valeurs et ressources culturelles pour enrichir les modes et mécanismes de gouvernance politique, économique et sociale (pour avoir des élections transparentes, crédibles dont les résultats seront acceptés par tous) ;

Axe 2 : Sécurité. L'urgence aujourd'hui pour la transition devrait être de travailler sur la sécurisation du territoire et cela est de votre ressort, d'abord en révisant et / ou mettant en œuvre de manière effective l'accord d'Alger (pour régler définitivement la crise sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national).

A cet égard, j'attire également votre attention sur le fait que toutes les propositions tendant à donner beaucoup de contenus et à prolonger le temps de la transition seraient dangereuses et contreproductives pour notre pays, et risquent d'engendrer d'autres crises ; car comme vous le constatez vous-même, le début d'une bagarre pour le partage du gâteau et des querelles de chapelles ont commencé. Plus la transition est courte mieux elle sera efficace. Que Dieu bénisse le Mali !

**Mamou Daffé Acteur culturel Président  
Fondation Festival sur le Niger**

## Transition au Mali : Et cette obsession à vouloir refuser d'associer le M5-RFP ?



Qu'on le veuille ou pas, le M5-RFP est un regroupement avec lequel il va falloir compter dans le Mali d'aujourd'hui. Qu'il soit associé ou pas aux discussions sur la transition malienne, qu'il soit clair pour tous que ce mouvement a les moyens de se faire entendre et de se faire comprendre. Mieux, ceux qui disent que le M5-RFP n'est pas le Mali, doivent se réveiller de leur long sommeil pour admettre qu'il ne saurait y avoir de Mali et de maliens sans le M5-RFP.

Après ce qui nous a été donné de voir dans les rues de Bamako pendant environ 3 mois dans le cadre des mouvements de contestations contre IBK et son régime, c'est gauche et maladroit de conseiller au CNSP d'entrevoir une transition sans le M5-RFP. Si le CNRDRE du Capitaine devenu général, était parvenu à mettre à l'écart le MP22, mal structuré, force est de reconnaître que cela sera difficile pour le M5-RFP, mieux structuré, beaucoup plus inclusif et très bien organisé à l'image du CNSP. Pendant au moins 3 mois, aucun malien ne s'est mobilisé dans les rues de Bamako sur appel d'un parti politique, d'une organisation de la société civile, d'une association religieuse. Tous se sont mobilisés sur appel du M5-RFP, qui a su cristalliser les récriminations du peuple malien contre la gouvernance catastrophique de leur pays. L'argument qui consiste à dire que le M5-RFP est composé de partis politiques et des organisations de la société civile, donc nul besoin de l'inviter en temps qu'une entité à part entière, est inopérant et de nature à minimiser l'ampleur de sa lutte. Et, du coup, cet argument expose des

revanchards qui n'arrivent pas à pardonner à ce mouvement sa mobilisation contre IBK et son régime ; et surtout d'avoir, contre vents et marées, résisté aux nombreuses pressions de la CEDEAO à travers son médiateur Goodluck Jonathan. S'il était vrai que les maliens ne pouvaient pas se mettre ensemble pour parler d'une seule voix, mais avec le M5-RFP, tel n'est plus le cas. Pour une fois, une grande partie des forces vives maliennes ont su faire fi de leur égo pour se donner la main pour le Mali. Pour le Mali et pour le bonheur des maliens, le CNSP devait tirer profit de cette convergence de points de vue qui lui propose un référendum qui doit l'aider à mettre en place une transition réussie pour éviter à notre pays un autre coup d'état dans l'avenir.

Appeler d'urgence des organisations (Le Conseil National de la Société civile, le Forum des Organisations de la Société civile, les Mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, le Groupement des partis politiques de la Majorité, le Groupement des partis politiques de l'Opposition politique, le Groupement des partis politiques du Centre, des Partis politiques non alignés), sans faire référence au M5-RFP, à une rencontre prévue pour le samedi 29 août 2020, est très grave. Sans minimiser aucune structure ou organisation de ce pays, il faut rendre à César ce qui appartient à César. Pour que des militaires, organisés dans le CNSP, puissent sans coup férir déposer IBK, sans faire de blessés et sans faire de morts, il faut admettre que c'est parce que des maliens mécontents de la marche de

leur pays, aient pris la responsabilité d'affronter à visage découvert IBK et son régime pendant au moins 3 mois. Et, jusqu'à preuve du contraire, nous ne croyons pas que ces maliens voulaient simplement tirer un plaisir à voir IBK quitter le pouvoir avant la fin de son mandat. Sûrement, ils ont une ambition pour leur pays. Et, les ignorer de la sorte, c'est refuser au Mali, de bénéficier de leurs réflexions pour renforcer la bonne gouvernance du pays. Certains, nous dirons que de nombreux leaders du M5-RFP sont des anciens collaborateurs de IBK. Pire, ils veulent faire croire aux maliens que c'est parce qu'ils ont été remerciés par IBK qu'ils se sont ligués contre lui. Soit, qu'ils soient des anciens collaborateurs de IBK, nous voulons retenir pour la postérité qu'à un moment donné que des acteurs politiques et des acteurs de société civile, sont parvenus à faire fi de leur égo, pour se donner la main pour sortir la nation d'une impasse.

Donc, le CNSP ne doit écouter aucune sirène tapis à l'ombre, sous le vocable de conseiller qui va les induire en erreur. Sans exclure les autres composantes de la société malienne, le M5-RFP doit être un acteur privilégié d'une transition réussie au Mali. Et, si le CNSP devait se laisser conseiller par quelqu'un qui méprise le M5-RFP, il faut craindre que, le Mali ne soit pas sorti de l'ornière. En plus de ses conseillers, le CNSP doit écouter à travers le M5-RFP, les acteurs de « la lutte patriotique du Peuple malien » qui a su organiser des manifestations publiques durant plusieurs mois dans le but de contribuer à l'émergence d'un Mali nouveau. Et surtout quand le CNSP lui-même reconnaît qu'il est venu parachever la lutte du peuple le 18 août 2020.

A bon entendeur salut. Le M5-RFP le dit à qui veut l'entendre. « Le M5-RFP est et demeure un acteur majeur de ce changement voulu et doit être associé au premier plan à la conception de l'architecture de la Transition avec l'ensemble des forces vives de la Nation », a déclaré au nom du M5-RFP, Choguel Kokala Maïga.

En lieu et place de tout saut dans l'aventure, « Le M5-RFP invite le CNSP à une concertation urgente entre les deux forces principales du changement que sont le M5-RFP et le CNSP, comme cela avait été souhaité lors de la rencontre de prise de contact du 26 août 2020 ».

Assane Koné

# Sur le plateau de l'Invité de la semaine sur ORTM1 : Soumeylou Boubeye Maïga répond aux questions de Yaya Konaté

Quelle Transition pour le Mali et comment la réussir ? La question fait l'objet d'une concertation nationale prévue ce week-end. Cette question qui passionne les Maliens, soucieux de l'avenir de leur pays et qui préoccupe au plus haut point les partenaires du Mali qui souhaite une Transition civile la plus courte possible. En attendant les assises du week-end, hommes politiques et intellectuels y vont de leur proposition. Parmi ses voix qui comptent sans doute, celle de Soumeylou Boubèye Maïga, ancien Premier ministre, ancien Secrétaire général de la Présidence de la République, ancien ministre de la Défense, le président de l'Alliance pour la Solidarité au Mali, Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP) a accepté notre invitation pour partager avec nous sa vision de l'avenir immédiat de notre pays. Merci Monsieur le Premier ministre d'avoir accepté notre invitation.



**ORTM1 : Vous êtes parti de la Primature en avril 2019 soit exactement un an et demi à peu près, avant les événements que nous vivons présentement. Est-ce qu'on peut dire que depuis lors qu'il y avait les ingrédients de la crise ? Est-ce que quelque chose présageait d'un effondrement possible du régime ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Non, je ne pense pas qu'il y avait des ingrédients qui présageaient de l'effondrement du pouvoir comme vous le dites. Nous avons eu en 2018 un processus électoral que nous avons estimé correct parce qu'il y avait eu plus 70 missions d'observation et qui n'ont pas décelé d'irrégularités fondamentales qui pouvaient mettre en cause la sincérité du scrutin. Il y a eu après une longue période de contestation politique à l'issue de laquelle d'ailleurs, le Président Kéïta avait entamé un processus de rencontres avec différents leaders. Malheureusement, ça n'a pas pu aboutir aux résultats recherchés. Et puis, nous avons un front social assez agité. Il y a eu toutes sortes d'interactions entre différents acteurs qui faisaient que des gens qui n'avaient pas, a priori, des intérêts convergents se sont retrouvés ensemble et cela a donné lieu à des situations que vous avez évoquées.

**ORTM1 : Qu'est-ce qui vous a manqué pendant cette période-là pour redresser la barre ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Je pense que le grand défi reste toujours le même. Pour nous, c'est comment renforcer une vision commune de notre destin, en dépit des divergences normales qui constituent le socle de la démocratie. Parce que nous nous sommes justement battus pour que tout le monde puisse s'exprimer mais il y a des règles communes que nous devons accepter. L'une des leçons qu'il faut tirer des périodes que nous venons de vivre, c'est qu'au-delà du formalisme institutionnel, la qualité de la gouvernance est un paramètre très important dans la consolidation du processus démocratique. Ensuite, il faut que nous nous donnions un socle de valeurs communes qui feraient que préserver l'unité de la nation, la cohésion de la société et une marche en avant, ensemble, constituent un paramètre important pour gérer la stabilité de notre cohésion. Par rapport à la situation que nous avons vécu

depuis début juin, nous avons toujours insisté sur le fait que le Président de la République devait user de ses prérogatives constitutionnelles pour préserver l'unité de la Nation et la cohésion du pays. Cela a donné le résultat que tout le monde sait et le vœu de tout le monde est que la nouvelle situation nous offre de nouvelles perspectives.

**ORTM1 : Nous allons revenir sur ses perspectives mais de votre position d'observateur, hors du gouvernement, comment est-ce que vous avez vécu les événements du 18 et 19 août 2020 ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Nous nous étions retrouvés dans une position d'impasse parce que, depuis la proclamation des résultats des élections législatives, il y a eu une contestation spontanée de la part de toutes les populations, dans les circonscriptions où il y avait eu des résultats contestés. Elles estimaient que leur vote avait été confisqué. C'est le cas à Sikasso, à Kati, à Bougouni et dans certaines Communes du District de Bamako notamment les Communes I, V et VI. Comme les circonscriptions dont je parle sont les plus peuplées, leur mobilisation est venue amplifier un processus de mobilisation qui était en cours et qui portait sur différents sujets. Ce qui est arrivé au moment du processus électoral a été un catalyseur de cette crise là mais surtout un révélateur. Il nous a révélé qu'il y avait des dysfonctionnements insoupçonnés au niveau de rouages essentiels dans un État démocratique, en particulier la Cour Constitutionnelle. Si cela devait perdurer, nous pourrions nous trouver dans une situation de quasi vassalisation pour les années à venir. Il y a eu cette mobilisation et progressivement, le M5 au-delà de son noyau de départ, est devenu le cadre dans lequel les colères, les frustrations, les revendications de tous ordres se sont coalisées et organisées. Plusieurs composantes et secteurs du pays, toutes appartenances politiques et sociales confondues, se sont retrouvés dans cette mobilisation pour contester l'ordre institutionnel qui était en place.

**ORTM1 : Cela donne une contestation populaire qui s'achève par une intervention militaire. Vous étiez là en 1991, peut-on dire que l'histoire se répète ? Est-ce que cela a quelque chose en**

**commun avec ce qui s'est passé en 1991 dont vous avez été un acteur ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Vous savez, moi je ne dramatiser jamais les situations. Je pense que plusieurs pays ont dû passer par ce type d'étapes avant de retrouver un point de stabilité. Peut-être que nous sommes dans le même processus. Quand vous prenez notre sous-région, à part un ou deux pays, pratiquement tous les autres ont connu ce phénomène avant de retrouver la stabilité. J'espère que nous allons, nous-mêmes, progresser ainsi. Comme je l'ai dit, l'important ce n'est pas dire on regrette, on déplore... l'histoire ne se fait pas avec des sentiments ou avec des jugements de valeur. Chaque fois qu'il y a eu des risques de ruptures, les Maliens se sont montrés aptes à reprendre leur destin en main.

**ORTM1 : Monsieur le Premier ministre on entame quand même notre troisième transition. En vous entendant, il n'y a pas de problème ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Oh ! Pas du tout. Vous savez, trente (30) ans à l'échelle d'un pays ce n'est pas énorme. Le Mali en tant que État souverain a soixante (60) ans. Quand vous prenez l'histoire des grandes démocraties qui se sont consolidées et qui apparaissent comme des modèles, il y a eu pire que ça, il y a eu des guerres civiles, il y a eu beaucoup de choses.

**ORTM1 : Est-ce que l'on doit passer par le même chemin ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Non on ne passera pas par-là, Dieu merci. Je pense qu'actuellement, tout le monde est dans l'idée que nous devons rentrer dans un processus de concertation, de consensus. Comme je l'ai dit il y a quelques jours, je crois que dans l'étape actuelle, ce qui est le plus important c'est que nous soyons tous habités par un certain esprit de raison. Que nous ayons l'aptitude à nous passer des compromis de confiance. Cela est extrêmement important parce que le chantier qui est en jeu c'est comment reconstruire notre unité nationale, comment redresser la nécessaire solidarité entre Maliens et comment faire parvenir que nous puissions rénover notre démocratie ?

**ORTM1 : Il y a beaucoup de comment, des concertations nationales sont pré-**

**vues ce week-end pour définir les contours de la transition. Qu'est-ce que vous attendez de ces assises qui vont sans doute être cruciales pour l'avenir immédiat du Mali ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Il y a d'abord une participation de bonne foi. Si nous voulons aboutir à des résultats, aucune composante ne doit être habitée par l'idée de s'approprier le processus en cours. Je crois qu'une transition par définition, elle doit être consensuelle, elle doit essayer de fédérer les uns et les autres autour d'objectifs communs.

L'esprit de raison dont je parle voudrait dire que nous sommes prêts à conjuguer nos intelligences et nos énergies pour préserver notre pays. Pas sur une base de confiscation par une partie quelconque du peuple malien. C'est quelque chose dans lequel l'ensemble des citoyens devrait se retrouver. Je pense que les années antérieures, y compris l'année 2019, ont été marquées par un grand souci de concertation et d'échange. Nous avons eu en décembre dernier le Dialogue national inclusif (DNI) et tout le monde avait convenu que son diagnostic et ses recommandations nous engageaient dans la perspective de la deuxième génération de nos institutions démocratiques, c'est-à-dire, d'une rénovation de notre système démocratique. Maintenant, il reste à ce que les principaux acteurs, en particulier les leaders soient à la hauteur et c'est cela l'enjeu des concertations.

**ORTM1 : Est-ce que vous sentez chez certains l'envie ou l'intention d'exclure les autres ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Vous savez, ces tentations-là sont toujours possibles mais heureusement elles ne sont pas majoritaires. Je pense que ce qui intéresse les Maliens, c'est de sortir rapidement de cette situation de flottement, de retrouver un fonctionnement normal de nos institutions mais surtout de nous retrouver en cohérence avec notre environnement régional et de la communauté internationale. Pour moi, c'est cela le plus important. Pour le reste, nous devons être assez humble pour bien concevoir que l'immense sentiers que nous avons, nous devons le travailler progressivement sur plusieurs années. Sur des bases démocratiques et cela suppose que les citoyens se prononcent sur les différentes offres politiques et chacun avec

son projet de consolidation ou de transformation du pays.

## **ORTM1 : Au-delà de la participation de bonne foi, qu'est-ce qu'il faut pour réussir cette assise ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Quand je dis de bonne foi, cela veut dire que nous venons tous avec l'idée de construire, de fédérer, de trouver une base d'accord.

Cela nous permettra de démontrer à la communauté internationale que nous avons pu faire émerger un consensus majoritaire sur les grandes orientations. En même temps, nous emmènerons la communauté internationale à se mettre dans une logique d'accompagnement et de soutien. Et que nous sommes en mesure, en ce moment-là, de faire émerger au niveau national des mécanismes par lesquels nous pourrions reconstruire la confiance non seulement entre les Maliens mais aussi entre les Maliens et leurs institutions.

## **ORTM1 : La Communauté internationale dont vous parlez met une forte pression sur le Mali. Quelle lecture faites-vous de cette pression ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Les positions de la communauté internationale sont pour le moment calquées sur celle de la Cedeao. Il faut rappeler que le Mali est membre à part entière de la Cedeao. La Cedeao repose sur un certain nombre d'actes de protocoles et d'actes additionnels auxquels nous sommes partie prenante et qui édictent un certain nombre de normes politiques, de convergence institutionnelle auxquels nous avons adhéré librement. Il est également prévu qu'en cas de rupture avec ces normes, qu'il y a des mécanismes de sanctions qui sont déclenchés. Depuis qu'il y a eu le 18 août, la Cedeao a pris des mesures nous concernant et qui se résument à un certain nombre de sanctions, notamment sur le plan financier, de la mobilité entre nos pays et comme cela va de soi, nous ne participons plus aux différents organes de gestion de la Cedeao. Nous trouvons ces sanctions disproportionnées, nous les trouvons pénalisantes et un peu punitives, et qui sont de nature à impacter l'image et la perception de la communauté au niveau des opinions publiques.

Nous estimons que la communauté devrait s'inscrire plutôt dans une logique d'accompa-

gnement et de soutien, dès lors que le principe de revenir à des normes institutionnelles fondamentales n'est pas remis en cause. De mon point de vue, la communauté devrait s'inscrire plus dans l'accompagnement de cette démarche plutôt que d'être dans une logique de sanctions d'autant plus que les sanctions sont à double tranchant. Elles pénalisent d'abord les Maliens, toutes catégories confondues, mais elles pénalisent aussi nos partenaires des pays voisins.

## **ORTM1 : Justement quelles conséquences pour nous et pour les autres ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Si nous prenons le plan économique et financier, nous avons un certain nombre de financement qui sont plus ou moins compromis.

Au niveau de l'aide budgétaire, nous avons un peu plus de deux cents milliards d'aides budgétaires de la part de différents partenaires financiers que nous pourrions ne pas avoir ; au niveau de la dette intérieure, c'est-à-dire le financement de notre trésorerie où nous mobilisons une trentaine milliards tous les quinze jours dans l'espace Uemoa, sur une prévision d'environ Six cents milliards, il nous restaient Deux cents douze (212) milliards à mobiliser pour le reste de l'année ; sur des accords prévisionnels de Cinq cent quatre-vingt-quatre (584) milliards, il nous restait Deux cents soixante-seize (276) milliards que nous pourrions ne pas mobiliser.

Avec la suspension des transactions financières internationales, tout cela va impacter notre vie économique et sociale. Or s'il y a un resserrement de notre pouvoir d'achat, l'une des premières choses, c'est que notre outil militaire et sécuritaire sera impacté. Sur le plan de la sécurité régionale, le Mali est au cœur de la stabilité de la région. Quand vous observez notre carte, nous avons sept (07) frontières. Toute notre frontière avec le Niger et le Burkina Faso est devenue aujourd'hui le carrefour où se concentre l'essentiel des attaques terroristes qui menacent non seulement la stabilité du Mali mais de tous les pays voisins. Avec un débordement sur les pays côtiers comme le cas ressent de la Côte d'Ivoire et peut-être demain le Ghana, le Togo et le Bénin. Chez nous, ce qu'on appelle le Centre qui couvre quatre régions : Mopti, Ségou, une partie de la région de Tombouctou et une partie de la région de Koulikoro. Les dernières attaques

ont eu lieu à Sandaré, c'est-à-dire jusque vers notre frontière avec la Mauritanie, et là, à travers le Sahel occidental on retrouve la frontière Sénégal et Mauritanie, le Guidimakan où on a des communautés qui sont proches et qui peuvent être aussi infiltrées par la menace terroriste.

Quand vous descendez beaucoup plus bas, toute notre frontière avec la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et la Guinée Conakry, à travers le sud-ouest, c'est-à-dire, toute la zone qui va de Kolondieba, Bougouni et jusqu'à Manankoro, nous avons eu beaucoup d'intrusions ces derniers temps. Donc, la fragilisation de notre capacité à nous protéger qui peut être plus grave du fait des sanctions peut menacer tout l'équilibre de la sous-région et c'est pourquoi j'ai dit que les sanctions sont à double tranchant.

## **ORTM1 : Justement, nous avons intérêt à ce que les sanctions soient levées le plus rapidement, les autres aussi. Comment il faut y parvenir ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Premièrement, il faut que nous puissions continuer d'avoir un dialogue intelligent avec la Cedeao. Comme la Cedeao a un sommet en début de semaine prochaine, je pense qu'elle pourrait prendre acte du fait que le Mali est résolument engagé dans un processus de retour à ses fondamentaux constitutionnels, c'est-à-dire aux normes constitutionnelles que nous avons. Deuxièmement, la Cedeao devrait privilégier le soutien, l'accompagnement de ce processus plutôt que de le fragiliser par la persistance des menaces. Je m'interroge d'ailleurs, sur les biens fondés d'un certain nombre de sanctions parce que la Commission de la Cedeao, même si cela a été entériné par le sommet des Chefs d'État, avait transposé des sanctions qui avaient été prises en 2012, mais qui avaient été prises dans le cadre de l'Uemoa.

Je m'interroge beaucoup sur l'implication de la Beceao dans la mise en œuvre des sanctions parce que la Beceao relève quand même de l'Uemoa et qu'à terme, le ralentissement des échanges économiques entre nos pays, pénaliserait aussi les opérateurs économiques partenaires dans nos pays voisins.

## **ORTM1 : Alors Monsieur le Premier ministre, venons-en à l'architecture de la transition : un Président civil, un pre-**

**mier ministre civil, aucune instance militaire au-dessus du Président de transition, c'est ce que nous propose la Cedeao. Faut-il écarter les militaires de la transition ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Pas du tout. C'est pourquoi nous avons proposé qu'il y ait un Président et un Premier ministre civils et qu'il y ait un Vice-président militaire. Cependant, d'autres formules sont possibles pour faire en sorte qu'on ne donne pas l'impression de congédier d'une certaine manière les militaires, à la fois sur la durée qu'ils avaient proposée et sur le positionnement qu'ils souhaitaient. Nous pensons qu'il faut trouver une architecture institutionnelle dans laquelle ils ont une place prépondérante et visible qui correspond au rôle qu'ils ont joué et qui correspond aussi au rôle qu'ils devraient continuer de jouer pour la stabilisation des institutions de la transition qui vont être mises en place.

**ORTM1 : Et qui correspond aussi aux attentes des populations ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Tout à fait. C'est pourquoi nous avons aussi proposé, qu'en plus des propositions sur l'exécutif de la Transition qu'il y ait un organe qui aura une compétence législative sous la forme d'un Conseil national de Transition au sein duquel seraient membres les représentants des partis politiques, de la société civile et des forces armées et de sécurité.

**ORTM1 : Et qui est différente de la constituante ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Ah oui, bien sûr.

**ORTM1 : Pourquoi ce choix plutôt que celui d'une constituante ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Je pense que pour le moment, ce qui est en cause ce n'est pas la Constitution telle que nous l'avons. Je pense que le Dialogue national inclusif avait fait le point des réformes prioritaires et importantes pour la consolidation de la démocratie. Parmi ces réformes, il y a bien sûr la révision de la Constitution. Parce que historiquement, il est plus facile pour une Transition de faire une révision constitutionnelle que pour un pouvoir qui est en place. D'une ma-

nière générale, il n'y a pas de suspicion visant la Transition. Parmi les points fondamentaux, il y a la révision de la loi électorale pour avoir un organe unique de gestion des élections. Ce qui entraînerait ipso facto la relecture des textes de la Cour Constitutionnelle de manière à la limiter dans le rôle du contentieux pour que l'ensemble de l'organisation du procès électoral, y compris la proclamation des résultats provisoires et définitifs, relève d'une structure unique.

Et puis, nous avons proposé que dans cette relecture de la loi électorale, nous devrions envisager l'introduction d'une dose de proportionnelle pour qu'au-delà de trois députés, 50,05% ne soit pas 100% des sièges. Actuellement, dans des localités comme Kati, Sikasso et Ségou qui ont sept (07) députés et d'autres qui ont quatre (04) à cinq (05) députés, quand vous avez 50,05% comme c'était le cas pour les résultats proclamés à Sikasso, cela pose d'autres types de problèmes.

Nous avons dit que les dispositions de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger qui ne posent pas de problème leur application doit se poursuivre. Sur le plan sécuritaire, quand on voit un espace qui va de Tessalit à Ténenkou et de Nampala à l'Abezanga ça fait 940 000 kilomètres carrés. Nous n'avons pas une présence sécuritaire qui nous permet de faire un maillage adéquat de cet espace et qui est aujourd'hui le nœud de tous nos problèmes sécuritaires. Je pense que tous les arrangements sécuritaires de l'Accord que nous n'avons pas pu mettre en œuvre si nous parvenons à le faire pendant la Transition, cela nous permettrait de combler nos déficits en terme de capacité opérationnelle. Cela permettrait d'absorber des milliers de vrais combattants qui sont dans la nature et qui à l'occasion peuvent faire valoir leur savoir-faire à d'autres entités.

**ORTM1 : Pour revenir à l'architecture de la transition, quel profil pour le Président de la transition. Est-ce que vous avez un portrait-robot ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Non je n'ai pas de portrait-robot. La seule certitude c'est qu'il sera un Malien. Vous savez, j'entends beaucoup de choses actuellement et on cherche un homme idéal ou une femme idéale. Nous serons obligés de prendre un Malien, dans tous ces postes, avec ses qualités et ses dé-

fauts, le plus important c'est sa connaissance du pays, sa détermination et son engagement au service du pays. Tout le reste, je crois que nous ne trouverons pas des gens parfaits. C'est pourquoi je ne m'appesantis pas trop sur ces questions de profil. Le plus important c'est que nous trouvions des dirigeants capables d'être au service du pays et au service des citoyens.

**ORTM1 : Et le Gouvernement, à quoi est-ce que cela devra ressembler ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** C'est la même chose. Il faut des gens compétents et ce que nous devrions surtout réhabiliter, c'est la notion de servir, d'être au service du pays, d'être au service des citoyens. Cet aspect est fondamental et nous devrions sortir de la transition le plus rapidement possible pour que nous puissions avoir des institutions légitimes fondées sur le choix des citoyens.

Parce que pendant toute Transition, la composition de tous les organes de gestion se fait sur une base de cooptation.

Si nous devons demeurer un état démocratique et c'est ce que tout le monde souhaite, la notion de mandat est extrêmement importante.

**ORTM1 : Venons-en donc à cette question de la durée de la Transition. La Commission de la Cedeao nous propose un an et d'autres partenaires souhaite aller beaucoup plus vite, les propositions ici au Mali vont jusqu'à trois (03) de Transition. Où est-ce qu'il faudrait s'arrêter selon vous ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** On devrait pouvoir couper la poire en deux. Je prends la proposition d'un an de la Cedeao comme un délai de référence à partir duquel, si les conditions objectives sont telles que nous ne pouvons finir en un an que nous puissions avoir un glissement de plusieurs mois.

Supposons que nous puissions trouver une architecture en fin de semaine. S'il est relativement facile de choisir un Président et un Premier ministre, composer le Gouvernement est un exercice qui peut-être plus long. Mais composer l'organe législatif de la transition au sein duquel les partis doivent s'entendre pour désigner leurs membres, la société civile devrait faire de même et les forces armées et de sécurité, peut-être qu'il y aurait moins de pro-

blème mais on prendrait plusieurs semaines. Rien que dans la mise en place des structures de gestion, nous allons prendre peut-être un mois, deux mois ou voir plus.

**ORTM1 : Sans compter que les Maliens veulent que la Transition lave le pays de tous ses péchés. Est-ce que cela est possible ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** J'entends souvent les gens qui disent on veut refaire le Mali. C'est un objectif ambitieux et légitime. Sauf que ce n'est pas dans le cadre d'une Transition qu'on pourra le faire.

**ORTM1 : Vous l'avez dit, la feuille de route doit s'articuler autour des recommandations du DNI, le Dialogue national inclusif, pourquoi ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Parce qu'il a été un grand moment d'échange et d'écoute. Il a été inclusif parce qu'il été organisé depuis les Communes, les cercles, les régions jusqu'au niveau national. Même si certaines composantes n'ont pas participé pour une raison ou une autre, je pense que les propositions qui ont été retenues à l'issue du Dialogue national ont trouvé, globalement, l'assentiment de tout le monde. Maintenant dans le cours du processus, on peut toujours enrichir un certain nombre de dispositions. Par exemple sur la question de l'organisation des élections, même ceux qui n'ont pas participé, sont d'accord que nous ayons une structure unique de gestion. Donc, ça été un grand moment de consensus national et maintenant il faut l'améliorer et cela se fera dans la pratique.

**ORTM1 : Vous préconisez l'élargissement du Comité de suivi des recommandations du sommet de la Cédéao aux pays voisins mais à d'autres partenaires, pourquoi ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Le processus dans lequel nous allons nous engager, nous avons besoin d'un soutien élargi de la communauté internationale. Quand vous prenez les sanctions de la Cédéao, nous avons par exemple un axe de commerce transsaharien qui nous lie à la Mauritanie, au Maroc et à l'Algérie qui ne sont pas membres de la Cédéao.



Comment nous allons faire les transactions commerciales avec ces pays ? Nous avons également nos plus grandes frontières avec la Mauritanie et l'Algérie. La Cédéao avait proposé un comité de suivi avec l'Union africaine et les Nations unies, il faut élargir cette base d'abord à ces voisins dont j'ai parlé, c'est-à-dire l'Algérie et la Mauritanie mais aussi le Maroc et le Tchad qui sont tous impliqués dans la stabilisation du Mali. En plus, nous avons proposé le P5, c'est-à-dire, les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui sont représentés ici pour que demain nous nous retrouvons en cohérence avec la communauté internationale, que nous puissions aussi bénéficier d'un soutien le plus large possible pour nous aider notamment à mobiliser les ressources dont nous avons besoin pour la reconstruction du pays.

**ORTM1 : Vous parlez aussi de la France qui est très critiquée au Mali, à tort ou à raison ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** Je ne sais pas, chacun a ses arguments. Je pars toujours du principe que nous sommes en démocratie et que chacun est libre d'avoir ses opinions. Pour moi, c'est une règle fondamentale et c'est pour cela que je ne m'appesantis pas sur les opinions émises ici et là.

**ORTM1 : D'aucun demande une ouverture vers la Russie, qu'est-ce que vous en pensez ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** La Russie fait partie du Conseil de sécurité, c'est pourquoi nous avons proposé la Russie, la Chine, la

France et les Etats-Unis. Aujourd'hui, aucun pays n'a une relation exclusive. L'intérêt du Mali, c'est d'être assez ouvert. J'ai toujours dit à nos partenaires que nous avons des amis mais que nous ne sommes pas dans des situations d'allégeance et que nos amis doivent nous faire confiance sur le fait que nous avons quand même l'intelligence de nos intérêts propres. C'est cela le plus important, nous sommes dans un monde où tout est imbriqué. On voit bien que la situation du Mali ne laisse personne indifférent parce que nous sommes au cœur d'un espace qui est lui-même crucial dans la stabilité régionale et internationale.

**ORTM1 : Il est clair que nous sommes à un tournant, comment faire pour ne pas rater ce virage ?**

**Soumeylou Boubèye Maïga :** C'est l'engagement patriotique de tous. Comme nous le disons tous, notre seul souci c'est de préserver notre pays pour qu'il soit un pays où nous nous sentons tous à l'aise pour y vivre. Je pense que nous devons pouvoir avoir l'intelligence de nous faire les concessions utiles et d'ajouter nos énergies les unes aux autres. Ce n'est pas quelque chose qui est au-dessus de nos capacités et ni de nos volontés. Comme je l'avais dit, il faut simplement que chacun puisse s'abstenir d'une sorte de tentation naturelle à vouloir confisquer les choses. La même manière dont les Maliens sont massivement sortis pour refuser la confiscation de leur vote, mais de la même manière ils n'accepteront pas que leur destin soit confisqué par qui que ce soit.

**Entretien réalisé par Yaya Konaté**

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Lutte contre l'impuissance sexuelle : Mouleikafou recommande l'utilisation de « Zoyè boulou »

**D**ans la soirée vendredi dernier, l'ORTM 2 a rediffusé une émission réalisée dans le cadre de sa « Magasine santé ». Laquelle faite avec le tradithérapeute, El Hadj Lassana Sidi Mouleikafou, a permis d'aborder sans tabous, toutes les maladies qui pourraient provoquer l'impuissance sexuelle chez l'homme.

En introduction de ladite émission, ce fin connaisseur de la médecine traditionnelle, qui n'est plus à présenter, qu'est Mouleikafou fera savoir que plusieurs maladies sont à la base de ce mal masculin. Il s'agit entre autres : la bilharziose, la prostate chronique, la tension le diabète etc.

Toujours, en réponse aux de la consœur de l'ORTM 2, le promoteur de la pharmacopée « Dagaba », sise à Torokorobougou, en face de la clinique, forum médical, a ajouté qu'une persistance de ces maladies peut causer l'éjaculation précoce chez l'homme. Cela peut même entraîner une faiblesse de celui-ci au lit.

Comme d'autres raisons de l'impuissance

sexuelle, l'interviewé du jour dira que la consommation des produits aphrodisiaques, sans recommandation d'un spécialiste à la matière, peut être à la de cela. A en croire, ce tradithérapeute hors pair, à force de consommer les aphrodisiaques, cela peut même être à la base des maladies de foie, entraînant une certaine insuffisance au lit.

Aux dires de Mouleikafou, les hommes utilisent ces produits, sans aucune recommandation d'un médecin, quelque domaine qu'il soit, pour être plus performant au lit. Or, leur utilisation, sans recommandation d'un spécialiste, peuvent aboutir à des conséquences négatives sur la santé des consommateurs.

Bien que c'est l'homme qui est concerné par l'impuissance sexuelle, mais la femme, son épouse souffre beaucoup plus. C'est pourquoi, El Hadj Lassana Sidi Mouleikafou, dans ses réponses, a prodigué de sages conseils aux femmes mariés, dont leurs maris souffrent de ce mal. « Je demande la clémence des épouses. Je sais qu'elles portent un fardeau. Mais, c'est en restant souples, qu'elles peu-

vent éviter leurs maris d'être atteint de l'impuissance sexuelle » a avancé Mouleikafou. Parce qu'un mari qui bénéficie pas les souplesses de son mari, peut avoir de la tension voir être nerveux à tout moment. Chose qui peut facilement causer l'impuissance sexuelle chez son mari.

Quant aux tradithérapeutes, El Hadj Lassana Sidi Mouleikafou leur demande de mettre du sérieux dans le traitement de leurs patients. « Il faut éviter de prescrire des faux médicaments pour des maladies dont vous ignorez les remèdes. Que l'argent ne vous amène pas à perdre la raison » a-t-il conseillé à ses collègues, praticiens de la médecine traditionnelle.

A noter que le traitement de l'impuissance sexuelle, ne constitue aucun obstacle chez El Hadji Lassana Didi Mouleikafou. Parce qu'aujourd'hui, s'il y a un domaine dans lequel, il doit sa renommée en tant que grand tradithérapeute, c'est bien celui de l'impuissance sexuelle. Pour preuve, plusieurs témoignages venant des personnes souffrant de ce mal, concordent à reconnaître l'efficacité de ses produits dans le traitement de la faiblesse au lit. C'est après un sérieux diagnostic, que Mouleikagou prescrit les médicaments pour ses patients. Ceux-ci, après l'utilisation des produits recommandés, reviennent lui signifier leur satisfaction.

Ki-Zerbo



# Présidentielle ivoirienne d'octobre 2020 : Voici la liste de tous les candidats déclarés



**D**écouvrez la liste de tous les candidats ayant déposé leur dossier de candidature à la CEI pour la Présidentielle ivoirienne d'octobre 2020.

Elu en 2010, puis réélu en 2015, le président Alassane Ouattara, 78 ans, avait promis de passer la main. Mais il se représente pour un troisième mandat après la mort brusque de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

L'ancien chef d'Etat ivoirien Henri Konan Bédié (1993-1999), 86 ans, se présente pour le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, principale formation d'opposition) depuis sa rupture avec M. Ouattara en 2018. Chassé du pouvoir par un putsch il y a 20 ans, le « Sphinx de Daoukro » veut sa revanche.

Pascal Affi N'Guessan, 67 ans, ancien Premier ministre sous l'ex-président Laurent Gbagbo, est candidat de la faction du Front populaire ivoirien (FPI) qu'il dirige, opposée à celle des fidèles de Gbagbo. Il était arrivé deuxième, avec 9,29% des voix, de la présidentielle de 2015.

L'ex-ministre de l'Enseignement supérieur Abdallah Albert Mabri Toikeusse, 58 ans, est le candidat de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI). Il a quitté le gouvernement le 13 mai, opposé à la désignation d'Amadou Gon Coulibaly comme candidat du pouvoir, et se déclare désormais opposant. Il avait obtenu 2,57% des voix à la présidentielle de 2010.

L'ex-ministre des Affaires étrangères Marcel

Amon Tanoh, 68 ans, ancien proche du président Ouattara, s'est déclaré candidat le 22 juillet, une candidature dissidente du parti au pouvoir qui était pressentie depuis sa démission du gouvernement en mars, pour la même raison que Mabri Toikeusse.

Le cas de l'ex-chef rebelle Guillaume Soro, 47 ans, est incertain. Il s'est déclaré candidat en octobre 2019, mais vit en exil en France après sa condamnation par la justice ivoirienne à 20 ans de prison et la privation de ses droits civiques pour « tentative d'insurrection », ce qui l'empêche théoriquement de se présenter.

Le cas de Laurent Gbagbo est aussi une inconnue du scrutin : l'ex-président (2000-10), acquitté en première instance par la Cour pénale internationale, vit à Bruxelles dans l'attente d'un éventuel appel. Il dit vouloir revenir en Côte d'Ivoire mais n'a pas fait savoir s'il serait candidat, ce que ses fidèles espèrent.

## Présidentielle ivoirienne d'octobre 2020: la liste des candidats officiels

- 01 ALASSANE OUATTARA (RHDP)
- 02 KOFFI KOUAME ARMAND (P.D.S.P.C.I)
- 03 KOUADIO KONAN Bertin (KKB) (INDEPENDANT)
- 04 AFFI N'GUESSAN (FPI )
- 05 ATHACOU KONAN JEAN REMY (INDEPENDANT)
- 06 Thésphile SOKO WAZA (LA VOIX, LA VOIX DES SANS VOIX)

- 07 MEITE MAMIOUDOU (P.P.R- AFRICA )
- 08 BEDIE KONAN AIME HENRI (PDCI)
- 09 TOKPA MIMPLEU FELIX (INDEPENDANT)
- 10 GUEU CELESTIN (INDEPENDANT)
- 11 BESSI M'BOUKE BENJAMIN (INDEPENDANT)
- 12 ME N'GUESSAN (INDEPENDANT )
- 13 SOKO KOHI (INDEPENDANT)
- 14 YERE LOBOGNON PIERRE (INDEPENDANT )
- 15 AMON-TANOH BENOIT MARCEL (INDEPENDANT )
- 16 DJATCHI DIDO EDOUARD ( INDEPENDANT)
- 17 AHOUA STALLONE (INDEPENDANT )
- 18 GOHOUROU ZIAUO ( PARTI ECOLOGIQUE DE CLAUDE-FRANCOIS CI) (PECI)
- 19 GBOWLI DJEWLE MARCEL PAUL-AARON ( MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET SOCIAL) (MDS)
- 20 TOURE SIAKA (INDÉPENDANT)21 ROGER BANHI (INDEPENDANT)
- 22 NIADIGA MADELINE EPSE BLEY (RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LA PAIX RDP)
- 23 SERI GAUZE BERTIN (PLATEFORME LA3 VOIX )
- 24 GNAMIEN KONAN ( LA NOUVELLE CÔTE D'IVOIRE )
- 25 GBAGBO LAURENT
- 26 DJIBRE SERGE FRANCK AIME ( INDEPENDANT)
- 27 BLADI DESSIHE MARIE- CARINE EPSE DAVISON (NICIN )
- 28 MABRI TOIKEUSE ALBERT ABDALLAH (U.D.P.C.I )
- 29 SORO KIGBAFORI GUILLAUME (GENERATIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES GPS)
- 30 KOUADIO KOUABENA WILFRIED DELAFOSSE ( R.E.E.L)
- 31 FIENI KOFFI KEVIN (INDÉPENDANT)
- 32 GNANGBO KACOU (INDÉPENDANT)
- 33 GUEDE JOSEE ABEL (PARTI IVOIRIENBDES DROITS AUTHENTIQUES PIDA)
- 34 DJE BI DJE OLIVIER VAMY (INDÉPENDANT)
- 35 MAMADOU KOULIBALY (LIDER)
- 36 KONAN KOUADIO SIMEON (INITIATIVE POUR LA PAIX EN CI,IPPCI)

Dailynewscameroon

## Guinée Conakry : Y-a-t-il eu un « deal secret » entre Alpha, Dalein et ... ? Ce qu'en dit Dr Oussou



**A**u-delà des spéculations autour de la participation ou non de Cellou Dalein Diallo à la prochaine présidentielle, le principal opposant semble être dans une position encore plus inconfortable. Pour cause, le président de l'union des forces démocratiques de Guinée serait en passe d'essuyer une nouvelle "duperie" de la part du pouvoir, notamment d'Alpha Condé.

A en croire des sources bien informées, les bases sur lesquelles Cellou Dalein Diallo était prêt à réintégrer le processus électoral sont en train de voler tout en éclat. Du fait d'une volte-face d'Alpha Condé qui le prend de court ainsi qu'une partie de la communauté internationale qui servait de garantie à cet énième « deal politique » entre le pouvoir et l'opposition ces dix dernières années.

Cette entente, si nos informations sont bonnes, devrait se matérialiser à travers un certain nombre de faits. Ceux-ci consistent essentiellement, nous confie-t-on, à faire repousser la présidentielle initialement prévue pour le 18 octobre de 3 mois. Période pendant laquelle, selon nos informations, il aurait été prévu de rouvrir le fichier électoral pour 45 jours en vue de son assainissement.

Ce n'est pas tout. Nos sources indiquent également que la dissolution de l'Assemblée nationale actuelle souvent exigée par les principaux opposants au sein du FNDC, était également dans la balance. In fine, il était prévu d'organiser des élections couplées (présidentielle et législatives) auxquelles l'opposition, particulièrement Cellou Dalein Diallo allait prendre part.

Cependant, tout porte à croire qu'Alpha Condé a décidé de passer outre cet « accord secret » qui devait permettre à l'UFDG de revenir dans le processus électoral sans perdre la face.

En même temps, Dalein ne serait pas le seul à se faire avoir dans « ce deal ». La communauté internationale via certaines ambassades occidentales aurait leur dose dans la duperie du pouvoir. Fort d'une situation qu'il estime sous contrôle, Alpha Condé refuserait même de prendre le téléphone des diplomates qui tenteraient de le joindre à l'effet de le faire fléchir.

Des informations que Dr Fodé Oussou Fofana ne confirme pas. Bien au contraire, le Vice-président de l'union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) les met au compte de l'info. « C'est du Fake news », déclare au téléphone

de GuinéeNews, l'ex-député et président du plus important groupe parlementaire de l'opposition de la 8ème législature et même de l'histoire politique guinéenne.

Et l'opposant d'ajouter : « il n'y a jamais eu de contacts entre le gouvernement et l'opposition à plus forte raison entre le gouvernement et l'UFDG par rapport au processus électoral (...). »

Bien entendu que, selon Dr Fodé Oussou Fofana, "la communauté internationale avait rencontré par visio-conférence les différents groupes que sont la mouvance, l'opposition et le FNDC". Et d'estimer : « (...) s'il doit y avoir un dialogue au tour de la table, ce ne sera pas un dialogue entre l'UFDG et la mouvance. Ce sera un dialogue entre les acteurs politiques et le gouvernement ».

Dans la même conversation téléphonique, notre interlocuteur profite pour revenir sur la décision attendue et parfois annoncée de son parti concernant la présidentielle. Cette décision ne serait toujours pas prise, insiste-t-il, contrairement à ce beaucoup croient savoir notamment dans les médias où la candidature du principal parti de l'opposition est annoncée imminente.

# Équipe de France : En Suède, elle a trouvé « le côté positif » du silence

Pour son retour à la compétition, l'équipe de France a su profiter du contexte inhabituel et d'un stade à huis clos pour s'imposer en Suède (1-0), samedi. Sans public, les Bleus ont beaucoup échangé sur la pelouse.



Ils n'avaient pas joué ensemble depuis plus de neuf mois et auraient préféré des retrouvailles plus chaleureuses avec la compétition. Mais à défaut de jouer dans un stade plein, samedi à Solna, les Bleus se sont adaptés aux circonstances. À les écouter, après leur courte victoire (1-0), ils ont même su tirer profit du huis clos imposé par l'UEFA, par mesure de précaution pour lutter contre la propagation du coronavirus.

Sans public, les joueurs de Didier Deschamps n'ont pas subi la pression des supporters qui avaient joué un rôle important en 2017, lors de la défaite tricolore sur le fil (1-2), concédée dans une Friends Arena survoltée. Cette fois, l'enceinte suédoise sonnait creux et ces conditions proches de celles d'un match d'entraînement leur ont permis de poursuivre leur travail entamé dans la semaine à Clairefontaine, notamment autour du rodage de leur nouveau système (3-5-2).

« On a un peu moins d'adrénaline, on vit un

peu moins d'émotion mais par contre, on est dans la compétition. On est là pour gagner. C'est ce qui prédomine. Ça nous permet de communiquer plus sur le terrain », concédait Hugo Lloris après la rencontre. Le gardien et capitaine des Bleus a été l'un de ceux qu'on a le plus entendu tout au long de la partie. Il n'a cessé de replacer ses défenseurs par exemple, Dayot Upamecano en tête qui honorait sa première sélection. À grands coups de « glisse », « serre », « encore », le portier de Tottenham a multiplié les consignes à destination de son jeune partenaire et d'autres, comme Presnel Kimpembe, hésitant parfois à aller presser haut son adversaire. « C'est appréciable parce qu'on peut se dire les choses, reconnaissait Lloris, compréhensif à défaut d'être séduit par cette nouvelle configuration. En général, c'est plus difficile de se parler. »

« Ça fait bizarre, on entend tout. [...] Quand on défend, on s'aide avec la parole »

## Antoine Griezmann, attaquant de l'équipe de France

Comme la plupart de ses coéquipiers, il disputait son premier match de la saison. Seul Léo Dubois avait déjà repris avec Lyon. Et face à Dijon (4-1, le 28 août), le latéral droit n'avait pas évolué dans un Groupama Stadium totalement vide (3 706 spectateurs). Le protocole étant différent en matches internationaux de celui instauré en Ligue 1, les Bleus se sont pliés aux règles.

« Le contexte est assez pesant et contraignant, mais on n'a pas d'autre solution », avait affirmé Didier Deschamps, vendredi. Son équipe a donc su trouver le « côté positif » de la situation, selon Antoine Griezmann. Sans supporters, témoignait l'attaquant après coup, « ça fait bizarre, on entend tout ». Comme le cri de douleur d'Olivier Giroud au coeur de la première période (22e), après son gros choc avec Jansson, ou encore ses appels répétés pour que « NG », N'Golo Kanté, le serve dans la profondeur.

## Deschamps moins expressif

Dans ce silence presque dérangeant, Deschamps est resté plutôt discret sur son banc. Le sélectionneur tricolore ne s'est pas montré le plus expressif, tout juste a-t-il profité des arrêts de jeu pour converser avec certains joueurs sur le bord de touche. Le technicien les a justement laissés communiquer entre eux. « Quand on défend, on s'aide avec la parole », poursuivait Griezmann, souvent invité par ses défenseurs à se replacer à la perte du ballon.

Ces conditions particulières auraient pu en déstabiliser certains mais au final, elles ont bénéficié aux Bleus. Ce n'est pas pour autant que les champions du monde espèrent les voir maintenues dans la durée. « On préfère quand il y a les supporters, ils nous donnent un coup de pouce », estimait encore Griezmann. « Maintenant on a l'habitude, ça fait un peu plus de deux mois qu'on joue dans ces conditions, complétait Adrien Rabiot, qui a terminé la saison en Serie A, déjà à huis clos, avec la Juventus. On ne peut rien y faire. C'est un peu dommage pour nous et les spectateurs, ce sont des matches internationaux qui mériteraient d'avoir du public. Mais il faut s'adapter, on n'a pas le choix. »



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plâterez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infaillible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prvoyant.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

# Promo Modem 4G



Proche de vous

19 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 50%

JUSQU'À 10 APPAREILS  
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ



# 4G



5 Go  
offerts



SPIRIT

## Jusqu'au 30 septembre 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official